

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 547

Déc. 2022 / Janv.-Févr. 2023

60^e année -1,5 € / 3 CHF /
£1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5
DH / 300 CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Retraites, chômage, inflation. Pour la reprise de la lutte de classe contre toutes les attaques capitalistes !
- Non à l'éparpillement des luttes et à l'enlèvement voulu par les directions syndicales! Pour une véritable lutte de classe!
- Le TUC, faucon parmi les faucons
- Royaume Uni. Grève des ambulanciers versus syndicats
- Italie. Solidarité avec Alfredo Cospito et Anna Beniamino
- Où en est l'économie mondiale? (1)
- Guerre russo-ukrainienne : Par les armes, l'impérialisme exaspère le nationalisme de chaque pays (2)
- Amadeo Bordiga. Socialisme et « défense nationale »

L'Ukraine, Corée du XXI^e siècle?

En juillet 1950, lorsque qu'éclatait la guerre de Corée, nous écrivions :

«Dans l'histoire de cette période d'après-guerre, que la démagogie pirate des puissances victorieuses avait annoncée comme porteuse de paix, de prospérité et d'égalité, le conflit éclaté en Corée n'est pas nouveau. En Allemagne, en Grèce, en Chine, en Indonésie, au Vietnam, en Malaisie, la paix démocratique n'était en réalité que le prolongement d'une guerre dont les protagonistes changeaient de temps à autres. Il ne pouvait en être autrement. En confirmation écrasante du marxisme, les faits sont là pour prouver que la guerre est liée non pas à l'existence de certains régimes politiques ou aux prétendus instincts guerriers des peuples ou des races, mais aux lois inexorables du développement capitaliste.

«Face au nouvel épisode de la poussée internationale de l'impérialisme, et à la propagande falsificatrice et empoisonnante menées ensemble parmi les masses ouvrières, la position du marxis-

(Suite en page 11)

Luttes contre les «réformes» des retraites et reprise de la lutte de classe

On sait que le gouvernement avait tout d'abord envisagé de faire rapidement passer sa «réforme» (1) en catimini pour éviter de se trouver face aux difficultés du contrôle d'un mouvement de mécontentement qui aurait eu le temps de se concrétiser pendant un long processus parlementaire.

Il y a renoncé pour des raisons politiques (ne pas heurter le parti des Républicains) et pour gommer son image «dirigiste», en organisant plutôt au préalable un simulacre de «concertation sociale»; il a choisi cette voie parce qu'il misait sur la résignation des prolétaires qui avaient accepté sans rechigner l'imposition de l'état d'urgence sous prétexte sanitaire lors de la Covid; et sur-

tout parce qu'il comptait sur le rôle des pompiers sociaux syndicaux pour prévenir tout débordement: n'avaient-ils pas prouvé encore une fois leur servilité en participant à cette fumeuse concertation? Après l'annonce définitive du projet, le leader de la CGT, Martinez, a ironisé que le gouvernement avait réussi à provoquer l'unité syndicale «pour la première fois depuis 12 ans».

Il n'a pas rappelé qu'il s'agissait - déjà! - d'un mouvement contre une réforme des retraites sous Sarkozy, saboté par les syndicats (qui n'avaient jamais appelé au retrait de la réforme Woerth signant la fin des 60 ans,

(Suite en page 2)

Royaume-Uni

La bourgeoisie attaque les prolétaires en lutte en renforçant toujours plus son arsenal juridique et répressif antigrève

Dans un précédent article (1), nous avons décrit et dénoncé la situation d'impasse dans laquelle l'Etat et ses courroies de transmission pour la défense de la paix sociale, que sont les organismes syndicaux labouristes, ont enfermé les prolétaires afin de défendre les intérêts généraux du capitalisme britannique.

Bien que parfaitement encadrés par les organisations syndicales officielles, les prolétaires ont montré tout au long de l'année passée, et le montreront encore cette année, qu'ils étaient capables de se mobiliser pour défendre leurs intérêts de classe contre les brutales attaques sur leurs conditions de vie, fortement dégradées notamment, mais principalement, par l'inflation. Cette dégradation de leurs conditions matérielles de vie s'est aussi superposée à la dégradation continue de leurs conditions de vie sociale, dont le délabrement de la santé publique est un des grands facteurs. Leur lutte a aussi montré à quel point l'aggravation répressive de l'Etat

contre les grèves est sérieuse. En fin d'année la pression de l'Etat s'est concrétisée par la mobilisation de l'armée et de fonctionnaires pour entraver et réduire l'impact des grèves, dont celle des ambulanciers des ambulanciers. C'est le chiffre effarant de 2000 personnels divers qui ont été mobilisés contre les grévistes, dont 1200 militaires !

A chaque mouvement important de lutte prolétarienne ou plus généralement sociale, la bourgeoisie cherche à défendre ses intérêts le plus immédiatement et radicalement possible en renforçant les restrictions de droit et les

(Suite en page 5)

Luttes contre les «réformes» des retraites et reprise de la lutte de classe

(Suite de la page 1)

seulement à son aménagement), comme ceux de 2003 et 2007. Après avoir lanteriné pendant des mois les prolétaires à coup de «journées d'action» à répétition, l'Intersyndicale, saluée par les bourgeois pour son «sens des responsabilités», mettait fin au mouvement à l'automne 2010 à la suite de la promulgation de la loi, dans un contexte marqué par des grèves reconductibles dans divers secteurs (SNCF, raffineries, éboueurs...) et la répression violente de manifestations de jeunes (2).

En dépit de cette trahison manifeste de la défense des intérêts prolétaires par les directions syndicales qui, comme la CGT, restaient en liaison discrète avec l'Elysée, il n'y eut pas de tentatives sérieuses de débordement de l'Intersyndicale qui réussit à garder le contrôle réel du mouvement. Celui-ci avait pourtant connu des très fortes participations aux manifestations, les plus importantes depuis 1995 lors du Plan Juppé contre le régime spécial des retraites et le financement de la sécurité sociale, et rencontré un soutien massif de la population (autour de 70% selon les sondages d'opinion). C'est la démonstration que les manifestations les plus puissantes, mais bien encadrées, ni les grèves reconductibles isolées ne peuvent faire reculer un gouvernement décidé à mettre en oeuvre une de ses attaques;

En 1995 ce ne sont pas les manifestations massives, mais les grèves et au premier chef les 3 semaines de grève illimitée à la SCNF avec piquets de grève, occupation des gares et des centres d'aiguillage, etc., extension de la grève à la RATP et à la Poste, qui contraignirent le gouvernement à retirer son projet de suppression des régimes spéciaux de retraite dans la Fonction Publique ainsi que le «contrat de plan» à la SNCF (qui prévoyait des dizaines de milliers de suppression de postes).

Une fois cela obtenu, la CGT-cheminots réussit à faire cesser la grève, permettant au gouvernement de faire passer le volet sur la sécurité sociale. Blondel, le dirigeant de FO qui, conseillé par les trotskystes «lambertistes», posait au syndicaliste combatif et pouvait déclarer: «Je me félicite qu'il n'y ait pas de phénomène de coordinations [c'est-à-dire d'organisation indépendante des prolétaires, comme en 1986-NdlR] et que le contrôle du mouvement soit entre les mains des organisations syndicales. (...)

Je n'ai jamais parlé de grève générale, mais seulement de généralisation de la grève. La grève générale a une connotation pré-révolutionnaire et cela signifie les camions de l'armée dans les rues de Paris. Je ne veux pas que Paris soit en état de siège» (3).

Au-delà de la puissance du mouvement de lutte, le bonze syndical exprimait l'essentiel: le plus important est que le mouvement reste entre les mains des organisations de collaboration de classe; sinon il risquerait de devenir un danger pour le statu quo social. Blondel essayait de faire peur à l'idée d'une grève générale, parce qu'il était effrayé par tout perspective «pré-révolutionnaire» (sic!), mais une grève générale contrôlée par lui ses collègues n'aurait rien de révolutionnaire!

En 2019-2020 la lutte contre la réforme des retraites se centra sur les grèves des transports, ainsi que dans l'enseignement; et une nouvelle fois l'action de l'Intersyndicale (où ne participait pas la CFDT) qui gardait le contrôle du mouvement fut déterminante pour faire échouer la lutte en jouant sur l'épuisement des grévistes (4). Elle fut grandement aidée en cela par l'action des groupes dits d'«extrême» gauche véritables rabatteurs de l'Intersyndicale même quand ils la critiquaient. Les AG interpro furent nombreuses, allant même parfois comme à Toulouse à une AG de coordination des AG de l'agglomération. Si ces initiatives répondaient à un besoin de la lutte, les forces politiques et syndicales présentes en leur sein les transformèrent le plus souvent en courroies de transmission du collaborationnisme incarné par l'Intersyndicale.

Aujourd'hui l'Intersyndicale (au complet) entend rejouer la même vieille mais efficace partition; comme Blondel il y a 28 ans elle fait tout y compris jouer la comédie de l'intransigeance et de la détermination contre le projet gouvernemental, pour garder entre ses mains le mouvement.

De leur côté, les prolétaires, se souvenant des expériences passées ne doivent pas se laisser prendre à ses discours et se défier de ceux qui comme le NPA la présentent comme un «point d'appui». Pour vaincre ils doivent se préparer à organiser et diriger eux-mêmes leurs luttes pour la défense exclusive des intérêts prolétaires et non ceux de l'entreprise ou de l'économie nationale, en revenant aux méthodes et aux moyens classistes: grèves illimitées dirigées par des comités de grève, avec

occupations, piquets de grève effectifs, AG souveraines, délégations massives aux autres entreprises pour étendre la grève par-dessus les limites d'entreprise, de catégorie ou de corporation, coordination des AG et comités, etc.

Cette voie-là s'oppose radicalement aux orientations légalistes et corporatistes du pacifisme social imposé par les organisations politiques et syndicales collaborationnistes; mais c'est la seule voir efficace!

(1) Contre-réforme en fait parce que l'époque où le capitalisme en croissance concédait des réformes aux prolétaires pour mieux leur faire renoncer à la lutte de classe, est passée: il s'agit maintenant pour le capitalisme en crise de reprendre ce qu'il avait autrefois concédé.

(2) Nous écrivions alors: «En refusant de réagir à ces agressions brutales [attaques des piquets de grève par la police, réquisitions des grévistes des raffineries, etc.] autrement que par des 'actions symboliques' et en dénonçant l'infiltration de provocateurs dans les manifestations (ce n'est pas les flics qui sont visés), en refusant donc d'appeler les travailleurs à des grèves de solidarité avec leurs frères de classe réquisitionnés, c'est-à-dire soumis à la loi martiale, et avec les jeunes matraqués et flashballés, les directions syndicales donnent en fait le feu vert au gouvernement pour casser par la force le mouvement et les grèves en cours!». cf. tract du 24/10/10, à lire sur pcint.org

(3) cf. *Le Proletaire* n°434

(4) Voir les articles du *Proletaire* n°535 et les tracts que nous avons diffusés alors sur notre site.

INFORMATION AUX LECTEURS

Par manque de place dans ce numéro, nous n'avons pas pu publier une prise de position sur l'Iran et un article relatif à la guerre en Ukraine. Il s'agit de :

- Iran. Arrestations, tortures, assassinats, disparitions et enterrements secrets : le régime confessionnel fondamentaliste utilise le talon de fer pour rester debout.

- A propos de la guerre en Ukraine. L'internationalisme prolétarien et le défaitisme révolutionnaire dans la tradition marxiste

Nous nous efforcerons de les publier dans le prochain journal, la prise de position sur l'Iran est toutefois accessible sur notre site internet:

www.pcint.org

Retraites, chômage, inflation...

Pour la reprise de la lutte de classe contre toutes les attaques capitalistes !

La « réforme » des retraites s'inscrit dans l'aggravation générale et continue des attaques capitalistes contre les prolétaires. Les pensions de retraite ne sont pas un « droit » ou un cadeau de l'Etat, mais elles font partie du « salaire indirect » – la part du « salaire réel » qui n'est pas directement versée aux travailleurs mais qui est redistribuée sous la forme des prestations sociales – appelé aussi « charges sociales ». Depuis des années, répondant aux volontés des capitalistes, les gouvernements, de gauche comme de droite, se sont employés à réduire ces « charges », réduisant ainsi le « salaire réel » et accroissant du même coup les profits, avec en conséquence la diminution des prestations sociales. Les difficultés du capitalisme face à une crise qui s'amplifie le conduisent à accroître toujours plus la pression sur les salaires et l'exploitation des prolétaires. On le voit avec la réforme de l'assurance chômage mise en place pour réduire les indemnités ; on le voit avec la réforme des retraites prévue, qui se traduira souvent par un départ à la retraite avec une pension diminuée en raison de l'augmentation de la durée nécessaire des cotisations : rien d'étonnant si ces réformes ont été approuvées par les organisations patronales !

A cela il faut ajouter l'inflation, importante tout particulièrement pour les produits de base, qui ronge les salaires et constitue un véritable « transfert de richesse » vers les capitalistes au détriment des prolétaires.

LA LUTTE CONTRE LES ATTAQUES ANTI- PROLÉTARIENNES NÉCESSITE LE RETOUR À LA LUTTE DE CLASSE VÉRITABLE !

Face à ces attaques les représentants syndicaux se vantent d'avoir participé aux réunions de « concertation » avec le gouvernement au cours desquelles ils ont présenté « d'autres solutions de financement » du système qui, gémissent-ils, n'ont pas été « étudiées sérieusement » ; en réalité chacun savait que ces réunions n'avaient pas d'autre but que de donner une image alibi de dialogue au gouvernement, bien décidé à faire passer son projet : on ne se concerta pas avec l'adversaire de classe on le combat ! C'est justement ce que ne veulent pas les directions syndicales, indéfectiblement attachées à leur rôle de « partenaire social » et à la collaboration des classes qu'il signifie. C'est pourquoi après avoir participé à ces mascarades elles ont ressorti leur fu-

reste tactique des « journées d'action » à répétition et leur intention d'inscrire la « mobilisation » (ne parlons pas de lutte !) « dans la durée » (communiqué du 10/1) : il n'y a pas meilleur moyen d'épuiser la combativité des prolétaires, comme l'ont illustré les défaites des grands mouvements en 2003, 2010, 2013 et 2020.

Mais les travailleurs ne sont pas toujours condamnés à la défaite, comme le démontre la grève des contrôleurs SNCF pendant les vacances de Noël : organisés de façon autonome ils se sont mis en grève indépendamment des syndicats trop occupés par le dialogue social avec la direction, et ont contraint la direction à lâcher au moins une prime. Au-delà de ses limites inévitables, cet épisode montre la voie : pour lutter avec des chances de succès il est indispensable de **rompre** avec les orientations et les pratiques de collaboration de classe imposées par les directions syndicales, et de **prendre ses luttes en main**.

- **Pour le retour aux méthodes et aux moyens de lutte classistes, pour l'organisation et la lutte indépendante de classe !**

- **Pour la reprise de la lutte générale contre le capitalisme !**

17/01/2023

Après le succès des manifestations des 19 et 31

Non à l'éparpillement des luttes et à l'enlèvement voulu par les directions syndicales! Pour une véritable lutte de classe!

Même les services de police ont reconnu que les manifestations du 31 contre la réforme des retraites ont été encore plus nombreuses que celles de la semaine précédente, rassemblant parfois un nombre jamais vu de participants depuis de nombreuses années, y compris dans des petites villes. Ces centaines de milliers de manifestants et grévistes ont contraint l'Intersyndicale à « durcir le ton » allant jusqu'à appeler au retrait du projet, ce qu'elle s'était bien gardé de faire jusqu'alors !

En réalité ce ne sont que des mots ; face à un gouvernement qui veut aller vite, elle ne varie pas dans sa politique attentiste et défaitiste. Affirmant vouloir « inscrire la lutte dans la durée » (sic !), elle appelle à des « journées d'action » répétées mais sans lendemain, tandis que dans quelques secteurs traditionnellement plus combattifs les or-

ganisations syndicales évoquent des « grèves reconductibles ». Mais jamais des journées d'action à répétition ni des grèves reconductibles isolées, ne feront reculer un gouvernement d'autant plus décidé qu'il a besoin d'accentuer ses attaques antisociales afin de financer en particulier l'accroissement de ses dépenses militaires et de sauver le taux de profit moyen de l'économie capitaliste. Ce n'est pas par hasard qu'il a reçu l'appui du FMI, cette agence anti-ouvrière du capitalisme international !

Contrairement à ce que racontent les médias, le gouvernement compte sur les directions syndicales pour contrôler le mécontentement généralisé avec la mise en place de soupapes de sûreté sous la forme de manifestations-processions, retraites aux flambeaux, etc., afin d'empêcher qu'il se

traduise par une lutte réelle : c'est ce qu'elles ont fait systématiquement depuis des années et des années lors de chaque grand mouvement. Les appareils syndicaux sont indissolublement liés au système de la collaboration entre les classes édifié depuis des décennies par la bourgeoisie pour assurer la paix sociale : c'est pourquoi ils sont opposés à toute lutte véritable qui remettrait en cause cette collaboration et risquerait de troubler l'ordre établi capitaliste.

POUR LA LUTTE DE CLASSE CONTRE LES CAPITALISTES ET L'ETAT BOURGEOIS !

Il est donc vain de vouloir pousser

(Suite en page 4)

**Après le succès des
manifestations des 19 et 31
Non à l'éparpillement
des luttes et à
l'enlèvement voulu par
les directions syndicales!
Pour une véritable lutte
de classe!**

(Suite de la page 3)

les directions syndicales à mener une lutte véritable car c'est ce qu'elles ne veulent ni ne peuvent faire. Le sort de la mobilisation actuelle comme des inevitables luttes futures, dépend de la capacité des travailleurs à **prendre leurs luttes en main**, en rompant avec les orientations de collaboration de classe. Le gouvernement mène ses attaques pour défendre les intérêts de la classe bourgeoise ; prétendre y répondre comme le font les directions syndicales et les partis de gauche, en avançant la solution d'autres moyens de financement des pensions, d'une autre réforme, d'un autre «*partage des richesses*» (c'est-à-dire des fruits de l'exploitation capitaliste), n'est pas seulement une illusion, c'est la défaite assurée du mouvement dès le départ. On ne peut répondre réellement à cette attaque bourgeoise comme à toutes les autres, qu'en se plaçant sur le terrain de la défense exclusive des intérêts de classe prolétaires, complètement opposés aux intérêts des bourgeois et de l'économie nationale capitaliste. Les prolétaires ont la possibilité de résister à la bourgeoisie et à son Etat s'ils entrent en lutte sur cette base et s'organisent pour cela de façon indépendante des forces collaborationnistes.

- **Contre la «réforme» des retraites, lutte de classe indépendante en rupture avec les orientations collaborationnistes des directions syndicales et de leurs larbins qui ne mènent qu'à la défaite !**

- **Union de tous les prolétaires, du public et du privé, occupés et chômeurs, en activité ou retraités, français et immigrés, contre les attaques capitalistes ! Réduction du temps de travail et du départ à la retraite !**

- **Augmentation générale des salaires, des allocations chômage, des pensions et de tous les minima sociaux !**

- **Régularisation des travailleurs sans papiers !**

- **Lutte ouverte contre les capitalistes et leur Etat, selon les méthodes et les moyens de la lutte de classe !**

2/02/2023

Royaume-Uni

La bourgeoisie attaque les prolétaires en lutte en renforçant toujours plus son arsenal juridique et répressif antigrevé

(Suite de la page 1)

charges pénales contre les acteurs des luttes. En ce moment au Royaume-Uni, il s'agit pour elle d'empirer les conditions du droit à la grève de manière à tétaniser encore plus la classe ouvrière, donc de paralyser toute spontanéité et toute indépendance de lutte, en dressant toujours plus d'obstacles juridiques l'autorisant à actionner contre elle sa justice et police. Le « droit » bourgeois, qui est par nature inégal pour la classe ouvrière, est l'arsenal dans lequel puise la bourgeoisie et ses complices du monde syndical et de l'opportunisme pour confiner le prolétariat entre les hautes murailles de « la paix sociale » et du « dialogue entre partenaires ». Et ce sont des Parlements, fabriques du droit bourgeois, que partent les coups de canons contre les prolétaires.

Les gauches parlementaires ou extra-parlementaires en général, parlent d'une « attaque frontale contre les droits démocratiques », orientant déjà

le prolétariat dans une fausse direction. Rappelons que la démocratie bourgeoise, qu'elles veulent si pure et parfaite, au service du peuple et des travailleurs, est par nature anti-ouvrière et représente l'organisation politique du capitalisme et des classes bourgeoises dominantes. Toujours ramener le prolétariat à plus de démocratie est le meilleur moyen de paralyser le développement de sa lutte dans un sens classiste et finalement de classe, c'est-à-dire comme classe antagonique au capital. Il faut au contraire faire sortir les prolétaires de cette illusion que la démocratie, représentée par l'Etat bourgeois, peut être appelé au secours lorsqu'ils subissent les attaques de la bourgeoisie, notamment par les restrictions ou interdictions de libertés. Ils ne doivent pas « quémander », même s'ils engagent une apparence de lutte pour cela, de « bons » textes de lois, mais lutter pour faire tomber les mesures législatives anti-prolétariennes par les moyens de la lutte de classe.

Après l'épisode désastreux, pour

Le TUC, faucon parmi les faucons

Comment donc réagissent les directions syndicales face aux attaques bourgeoises contre les prolétaires en grève ?

Aucune d'entre elles ne se met en avant pour appeler à un « combat », qui ne serait d'ailleurs qu'une platonique gesticulation de pantins, ni pour trop se plaindre de mesures qui ne les dérangent pas outre mesure puisqu'elles sont dirigées contre une chose qu'elles-mêmes abhorrent : la grève. C'est le TUC (Trades Union Congress, la fédération des syndicats), et en particulier son secrétaire général, Paul Nowak, qui donne le « la » et qui reflète le mieux, c'est-à-dire sans fard, la position anti-ouvrière des ses affiliés syndicaux. Selon une déclaration au *Financial Times*, il affirmait que malgré les nouvelles lois en cours de discussion dans le gouvernement : « *Nos syndicats trouveront toujours les moyens de mener des actions efficaces, mais nous les contesterons juridiquement et nous leur ferons payer un prix politique élevé pour cela.* » Cela sent déjà les tractations politiques avec les conservateurs. Pour Nowak la riposte à ce projet de loi de

Sunak se fera donc par un appel à la Cour européenne des Droits de l'Homme ! Diantre et ventrebleu ! Quelle audace pour un larbin de la bourgeoisie qui avait accepté l'interdiction des grèves de solidarité promulguée du temps de Margaret Thatcher !

Le TUC ne cache pas être contre les grèves actuelles. Il profite toutefois de l'opportunité de celles-ci pour appeler l'Etat et les branches patronales à **un union plus forte** avec lui afin d'éviter ce genre de mouvements qui nuisent à l'économie nationale en faisant perdre des millions de journées de travail, au point que si le mouvement se maintient, le Royaume-Uni en perdra autant ou presque autant que lors de la grève des mineurs sous Thatcher. Dans une déclaration où il se plaignait du bon temps sous Johnson où les conversations étaient fraternelles, Nowak déclarait : « *Il (Sunak, le premier ministre, Ndr) n'a pas appris, et le gouvernement n'a pas appris, les leçons sur l'intérêt de travailler ensemble pour faire face à une crise nationale.* » Belle profession de foi du collaborationnisme corporatiste de classe, rien à rajouter !

l'«image» du Parlement britannique, de la démission de Liz Truss, première ministre succédant à Boris Johnson et déboulonnée par la Bourse londonienne, Rishi Sunak, le nouvel élu au poste de premier ministre, vient de passer à la charge en projetant de nouvelles lois anti-ouvrières et antigrèves. Cela n'est pas une surprise, il avait déjà exprimé cette puissante idée de resserrer la vis aux luttes sociales dès le début du mouvement des grèves. Fin octobre, à son investiture il annonçait ainsi des « *décisions difficiles* ». Difficiles pour qui ? Pour les prolétaires, pas pour les bourgeois, au contraire tous ravis de ses propos.



Donc jeudi 5 janvier Rishi Sunak annonce la couleur de ses « *nouvelles lois dures* » en confirmant la préparation d'une énième loi antigreve consistant à imposer aux travailleurs un service minimum dans certains secteurs, comme ceux de la santé, des transports ferroviaires ou routiers, des postes, de l'enseignement, etc. (2) au nom de la « *sécurité de la population* ». Ce genre de justification est archi-usée. Si vraiment la bourgeoisie se faisait du souci pour la santé des travailleurs, pourquoi donc laisse-t-elle tomber en ruine la NHS (Service national de la santé) ? C'est de la sécurité des profits qu'il faudrait parler, puisque le propre du rapport de force imposé par la grève au capital est de s'en prendre à ce qu'il a de plus cher : les profits dont on sait que le niveau est en raison inverse de celui des salaires. D'ailleurs, il faut relever que l'inflation est toujours mise au service du capital comme outil pour dévaluer les salaires face aux profits et ainsi les renflouer en période de crise au mieux des rapports de force entre classes. C'est une occasion unique en ce moment pour les protagonistes de l'économie de défendre leur portefeuille et cela explique avec quelle rage ils se

battent pour ne jamais compenser l'inflation sur les salaires. Cette annonce accompagne donc en toute logique le refus clair du gouvernement britannique de compenser les salaires dans la fonction publique, encouragement et soutien donnés à tous les autres capitalistes de ne pas se priver d'en faire autant et plus même.

Mais contre eux, les prolétaires n'ont pas que les conservateurs du parti des Tories. En décembre 2022, les travaillistes avaient déclaré que s'ils revenaient au pouvoir, ils n'accepteraient pas la revendication des infirmières, qui comme en France ont vu leur pouvoir d'achat dégringoler ces dernières années et ont

donc légitimement présenté la facture d'un ajustement de leurs salaires de 19%.

Cette loi en cours de discussion pour imposer un service minimum pourrait n'être que le préambule d'une loi allant encore plus loin dans la brutalité étatique contre les prolétaires : celle d'interdire l'acte lui-même de grève. On peut ergoter sur les chances de succès au Parlement d'un tel projet, mais dans l'immédiat, l'agiter comme épouvantail permettra de durcir au maximum le paquet des autres lois sur le service minimum.

La limitation de la grève par l'obligation d'assurer le maintien de l'activité dans les secteurs public-privé des services, n'est toutefois que le premier volet du projet de Rishi Sunak. Le deuxième c'est de renforcer encore plus le dédale de lois concernant les conditions légales de la grève, en quelque sorte de rajouter une couche sur les autres déjà nombreuses de réglementations antigrèves. Le projet est de casser dès le point de départ des toutes premières négociations la possibilité légale de grève. En pratique, les syndicats devront dorénavant soumettre au vote de leurs adhérents les propositions patronales issues de ces premiè-

res négociations imposées. C'est seulement en cas de refus de ces propositions par les adhérents que les syndicats pourront commencer la longue et tortueuse procédure d'autorisation de la grève. Le principe est retenu, reste pour le gouvernement à discuter des modalités d'application, comme les limites des taux d'approbation ou refus des propositions patronales par les syndiqués. Mais gageons qu'à ce niveau-là il pourra encore rehausser ce premier obstacle à la grève.

Le but de cette nouvelle trappe juridique est bien sûr de compliquer les procédures et d'augmenter le nombre d'obstacles bureaucratiques afin d'allonger encore plus le délai nécessaire à l'autorisation de grève et donc de fatiguer et démoraliser toujours plus efficacement les prolétaires (3). Etouffer les prolétaires sous des procédures hallucinantes de tatillonnages formels, telle est la méthode. Et gare à la sentence du juge si les enveloppes des bulletins de vote utilisées lors des consultations organisées par les syndicats auprès de leurs adhérents ne sont pas conformément préimprimées, si les consultations ne sont pas supervisées par un bureau et des agents de contrôle certifiés, etc... Il existe toutes sortes de « codes » à suivre pour l'organisation et le déroulement d'une grève. Par exemple, le « code pratique » pour l'organisation des votations fait 25 pages, mieux il existe aussi un « code » pour régir les piquets de grève (Code of practice on Picketing) de 20 pages et 67 articles. Et il y en a bien d'autres que nous ne citerons pas ici !

Dans ce contexte, avec de tels barrières, on se rend bien compte que les prolétaires sont bien incapables d'organiser eux-mêmes des grèves qui respecteraient les cadres légaux et les mettraient à l'abri des foudres judiciaires. Face aux procédures bureaucratiques, il faut d'autres bureaucrates, syndicaux cette fois, seuls à maîtriser cette jungle procédurière. C'est un cadeau de la bourgeoisie aux syndicats qui leur offre l'occasion de ne pas perdre le contrôle de la classe ouvrière en évitant toute autonomie des luttes, toute tentative d'échapper à la canalisation programmée de celles-ci.

L'ordre bourgeois, celui qui assure une exploitation efficace du travail salarié, a besoin de relais jusqu'au sein de la classe ouvrière. Au Royaume-Uni ces procédures et ce contrôle juridique étroit de l'utilisation de l'arme de la grève en sont la formalisation éclatante.

La lutte classiste et indépendante du prolétariat au Royaume-Uni ne doit

(Suite en page 6)

Royaume-Uni

La bourgeoisie attaque les prolétaires en lutte en renforçant toujours plus son arsenal juridique et répressif antigrevé

(Suite de la page 5)

pas passer par un débat démocratique sur le « droit de grève » qui n'aboutirait qu'à de nouveaux instruments juridico-administratifs plus présentables à une certaine « opinion publique » certes, mais non moins efficaces pour le contrôle social. Si les prolétaires veulent retrouver leur indépendance de lutte, comme ils l'ont magistralement utilisé pendant la grève des mineurs de 1984-1985, ils devront combattre inévitablement, avec leurs armes de classe, le corset des lois antigrevés et anti-organisation qui les jettent dans les bras de la bonzerie syndicale aux ordres. Il n'y aura que par le rapport de force de ses luttes que sera ébranlé cette muraille du droit de grève, érigée par les

gouvernements successifs, conservateurs comme labouristes. Il faudra qu'ils luttent contre le morbide piège légal de l'émiettement et de l'éparpillement de leurs forces et contre cette généralisation des grèves alibis ou « synchronisées » que concoctent à merveille les appareils syndicaux dont la fonction est d'assurer et de renforcer le corsetage social antiprolétarien.

- **A bas les lois antigrevés !**
- **A bas le chantage répressif sur les prolétaires et leurs luttes !**
- **Que revivent les grèves de solidarité, interdites aujourd'hui !**
- **Vive l'indépendance classiste !**
- **Solidarité de classe avec les prolétaires du Royaume-Uni !**

11/01/2023

Notes:

(1) Voir « le prolétaire », n° 545, juillet-août 2022

(2) Le premier ministre n'a pas non plus oublié le secteur de la police des frontières ! Maintenant, il en a besoin plus que jamais avec sa politique d'expulsion des immigrés illégaux, d'où qu'ils viennent, vers le Rwanda bien heureux de toucher quelques 120 millions de livres pour cela.

(3) Kwasi Kwarteng, Chancelier de l'Echiquier (le ministre des finances), présente la chose ainsi : « *Nous allons légiférer pour obliger les syndicats à soumettre des offres salariales (celles des patrons, Ndr) à un vote de leurs adhérents* ». Selon lui, il « *faut garantir que les grèves ne puissent être déclenchées qu'une fois que les négociations auront véritablement échoué* ». Les patrons sauront bien faire trainer en longueur ces phases préliminaires de négociation pour convaincre le plus de travailleurs qu'il ne saurait être dans leur intérêt de refuser leurs propositions.

Royaume Uni

Grève des ambulanciers versus syndicats

La grève des services ambulanciers des hôpitaux est emblématique du mouvement de grèves en cours au Royaume Uni. C'est elle qui a poussé l'Etat à mobiliser l'armée pour briser l'impact de la grève et c'est la première fois que les travailleurs du NHS faisaient grève de toute leur histoire. Le 15 et le 20 décembre derniers, ce sont quelques 10000 travailleurs de ce secteur qui se sont mis en grève avec pour revendication 19% d'augmentation salariale, chiffre qui correspond à ce qu'ils ont perdu depuis 2010, mais aussi contre les conditions de plus en plus dégradées de travail dans un secteurs où il manque environ 133000 postes de travail.

C'est bien sous la pression des travailleurs que les syndicats, ont été contraint d'organiser cette grève. Le *Guardian* du 20.12.2022 faisait remarquer que : « *Les dirigeants syndicaux affirment qu'ils n'ont pas d'autres choix que de prendre cette mesure radicale (de la grève, Ndr.), implorant les ministres de venir à la table des négociations ...* ». Christina McAnea, secrétaire générale d'Unison, citée aussi par le *Guardian*, expliquait que : « *Il n'y aurait pas de grève du tout si les ministres se contentaient de parler aux syndicats et d'améliorer les salaires du NHS.* »

Ce point de vue est partagé par tous les syndicats et en particulier par le prin-

cipal du secteur de la santé, le RCN (Royal College of Nursing). Son secrétaire central, Pat Cullen, avait expliqué au gouvernement et en particulier à Steve Barclay, le ministre de la Santé, que son syndicat ne pousserait pas à la grève, même si les propositions de l'Etat étaient inférieures à l'inflation. Mais malgré toute cette servile bonne volonté, le gouvernement n'a pas voulu entrer dans une négociation avec le syndicat. La raison est simple, l'Etat désire engager un rapport de force avec le personnel hospitalier pour le mettre à genoux et ainsi avoir les coudées plus franches pour assurer ses projets de restructuration de la Santé. Pour cela et pour le moment il n'a certainement pas besoin du RCN. Quand le moment sera venu, les bureaucraties syndicales seront rappelé à son service, pour éteindre les incendies.

12/01/2022

Post-scriptum

A l'heure où nous mettons en page le journal, les infirmiers et les ambulanciers se relançaient dans une grève - qui est plutôt un débrayage - pour la 3ème fois en trois mois dans une organisation de leurs grèves, que les directions syndicales ont voulu en saccader et sans aucune cohérence classiste. «Le Monde» du 06/02/2023, expliquait qu'après

ce nouveau débrayage, «Les infirmiers prolongeront le mouvement mardi, les physiothérapeutes débrayeront jeudi et les ambulanciers arrêteront le travail le lendemain.»

En Angleterre, les syndicats du personnel de la NHS (Unite, GMB et RCN) n'appellent à la «grève» saupoudrée que pour la seule raison que le gouvernement de Rishi Sunak, fermement décidé à faire payer l'inflation aux prolétaires pour sauver la part du profit de la plus-value, refuse de rentrer en négociation et d'aller au-delà des 4 %, dans un geste pour la paix sociale . Mais dès que ce gouvernement entrebâillera la porte à de nouvelles discussions, les travailleurs, dont la combativité est historiquement exemplaire, seront abandonné à leur sort.

Au Pays de Galles, le RCN a d'ailleurs déjà rangé la grève au placard devant la «générosité» du gouvernement gallois, d'accorder une augmentation complémentaire de 3%.

En Ecosse aussi, les syndicats ont mis un terme au mouvement de grève après un nouvel accord avec le gouvernement écossais.

Inutile de dire que dans les deux cas, les miettes supplémentaires ne compenseront non seulement pas des 10 % d'inflation, mais aussi non plus tous le retard pris par les salaires jamais réindexés depuis des années.

Italie

Super-démocratique et doté de la « plus belle constitution du monde », l'État bourgeois italien n'a aucun problème à laisser pourrir en prison ceux qui se rebellent contre son ordre établi. Le cas des anarchistes Alfredo Cospito et Anna Beniamino en est un exemple

Alfredo Cospito et Anna Beniamino, deux anarchistes accusés d'avoir posé en 2005 deux engins explosifs de faible intensité près de l'ancienne école des élèves carabinieri à Fossano (dans la province de Cuneo), sont en prison depuis 10 ans. Leur action était entièrement démonstrative ; menée au milieu de la nuit, elle n'avait pas pour but de blesser ou de tuer qui que ce soit, ni de causer des dommages particuliers au bâtiment. Lors du procès, qui s'est tenu à Turin, Alfredo a été condamné à la prison à vie et emprisonné au pénitencier de Bancali (Sassari) et Anna à 27 ans et un mois à Rebibbia.

Depuis le 5 mai, Alfredo a été transféré dans un régime d'incarcération dur

(en vertu de l'article «41 bis» du code pénal, normalement infligé aux mafieux coupables de massacres), contre lequel une plainte a été déposée. Mais depuis le mois de juillet de cette année, «le crime a été reformulé et est devenu « massacre au détriment de l'État » (avant, c'était « à des fins terroristes »), le plus grave dans notre système juridique qui prévoit la possibilité de la réclusion à perpétuité même en l'absence de victimes», un crime qui prévoit également la réclusion à perpétuité incompressible, c'est-à-dire la « peine sans fin » ! (1). Contre cette véritable surenchère judiciaire, Alfredo Cospito est en grève de la faim depuis plus de deux mois ; depuis le 7 novembre, en signe de solidarité, Anna Beniamino s'est également mise en grève de la faim (Après l'avoir rencontrée le 9 décembre, son avocate, Caterina Calia, a déclaré qu'« elle n'est plus que peau et os ») et de toute façon, en signe supplémentaire de protestation, elle a refusé d'être hospitalisée (2).

Alfredo Cospito, sans avoir tué personne, est le premier anarchiste à être condamné au 41 bis. Même dans ce cas, la vengeance de l'État contre ceux qui osent manifester violemment contre l'oppression et la violence, directe et indirecte, de ses forces de l'ordre est évidente (il suffit de se rappeler la très longue série de manifestants tués, matraqués, torturés, de Portella delle Ginestre le 1er mai 1947, à la période de juin-juillet 1960, au G8 de Gênes en 2001, à Stefano Cucchi en 2009).

Il y a eu plusieurs manifestations anarchistes de solidarité avec Alfredo et Anna : le 5 décembre, à Turin, le jour de l'audience d'appel au cours de laquelle le parquet général a réitéré la demande de réclusion à perpétuité et de douze mois d'isolement de jour ; le 19 décembre, à Cagliari, lorsque le tribunal de surveillance de Cagliari a confirmé le régime de prison ferme pour Alfredo Cospito ; et encore le 29 décembre, à Milan, avec une manifestation non autorisée, mais à laquelle ont participé 400 personnes, appartenant non seulement aux anarchistes mais aussi à divers secteurs syndicaux et sociaux.

Mais un État bourgeois - qui, en cent soixante ans d'existence, n'a ja-

mais réussi à vaincre la corruption, la déviance et la violence dans ses appareils, la malfaisance, le crime organisé, et qui trouve toujours le moyen de rendre respectable la fleur des criminels, il suffit pour cela qu'ils soient milliardaires ou politiciens puissants - peut-il mettre en œuvre une application cohérente des grands principes d'« égalité » exhibés à gauche et à droite, les grands principes qui inspirent les droits civils et humains, proclamant que devant sa loi « tous sont égaux » ? Bien sûr que non ! La démonstration concrète est qu'on ne peut pas attendre de l'État et de ses institutions autre chose que la défense des intérêts de la classe dominante bourgeoise ; et cette défense prévoit que la sauvegarde des intérêts généraux de la classe dominante exige, que parfois même les membres des institutions fassent l'objet d'enquête et soient jugés et condamnés s'ils sont pris sur le fait, mais surtout que les membres de la classe prolétarienne soient systématiquement punis et jetés dans des cellules de prison s'ils s'écartent ne serait-ce que d'un cheveu des lois sacrées de l'État.

Dans la période actuelle, où la classe bourgeoise dominante renforce son contrôle social afin de pouvoir affronter la concurrence internationale et la crise de surproduction dans laquelle replongent cycliquement les pays capitalistes opulents, sans avoir à affronter aussi les fortes tensions sociales que la dégradation des conditions de vie d'une grande partie de la population génère inévitablement ; à l'heure où la classe bourgeoise dominante, pour défendre ses profits, doit frapper de plus en plus durement les conditions de vie de larges couches prolétariennes, il est normal qu'elle prenne des mesures particulièrement dures contre ceux qui non seulement ne se plient pas à l'ordre établi, mais se rebellent et pourraient servir d'exemple à beaucoup d'autres. À un moment comme celui-ci, où l'apparition de la pandémie de SRAS-CoV2 a été prise comme prétexte pour mettre davantage en cage la population et surtout le prolétariat - avec des fermetures, les obligations des masques, des Pass sanitaires et des vaccinations,

Proletarian

N° 19 (Autumn 2022)

- Iran: from Bread Demonstrations to harsh Protests
- Great Britain. In spite of all the difficulties and obstacles the proletarians mobilize to defend their interests
- Bordiga Amadeo: Socialism and the «Defense of the Nation» (Avanti!, December 21, 1914)
- Imperialist War in Ukraine:
 - ○ No to the Imperialist Mobilization around the War in Ukraine! ○ ○ The Ukrainian Government at War with the Proletarians ○ ○ Bourgeois War and Propaganda of Horror ○ ○ In its Confrontation with American and European Imperialisms, Russian Imperialism launches its Troops to the Territorial Conquest of Strategic Areas of Ukraine
- Against the Economic and Social War and against the War which Imperialism is Unable to Stop
- Kazakhstan: Strikes and Riots Teeter the Regime
- In Prague, the Proletarians Have another Way to Go: that of the Class Struggle
- Strike on the Norwegian North Sea platforms.
- War in Ukraine: the Disgusting Opportunism of the "Mouvement Communiste-Kolektivně proti Kapitálu"
- Communist Program Resumes its Publication
- Denial of Abortion Rights in the United States of America

Price per copy: USA \$2 / CDN \$2 / £ 1,5 / € 1,5 / Latin America: US \$ 1,5 / CHF 3

(Suite en page 8)

Italie

Super-démocratique et doté de la «plus belle constitution du monde», l'État bourgeois italien n'a aucun problème à laisser pourrir en prison ceux qui se rebellent contre son ordre établi. Le cas des anarchistes Alfredo Cospito et Anna Beniamino en est un exemple

(Suite de la page 7)

jusqu'à suspendre du travail et du salaire tous les travailleurs qui refusaient de se faire vacciner - tout en les obligeant à se conformer aux exigences de la production même lorsque les environnements de travail n'étaient pas sécurisés sanitaire ; eh bien, à l'heure où la bourgeoisie craint que la dégradation des conditions de vie des larges masses n'engendre de soudaines explosions sociales, le gouvernement - entré en fonction il y a un peu plus de deux mois et en parfaite continuité avec les gouvernements précédents - s'est chargé d'intervenir sur tous les aspects sociaux qui, d'une manière ou d'une autre, pouvaient jusqu'alors sembler insuffisamment contrôlés. Le couperet est tombé sur la masse des sans travail, auxquels les gouvernements précédents avaient accordé un «revenu de citoyenneté», sur la masse des migrants qui, fuyant les conditions de guerre, la répression et l'extrême pauvreté, parviennent à atteindre le territoire italien - s'ils ne meurent pas en mer ou en traversant le désert ou de faim et de froid dans les montagnes aux frontières avec d'autres nations -, sur les groupes sociopolitiques, comme les anarchistes, qui donnent depuis longtemps du fil à retordre à la police du Val di Susa et dans certaines villes. Dans le même temps, le resserrement économique frappe aussi les catégories de travailleurs considérées comme plus exposées à d'éventuelles tensions sociales, comme celles de la santé et de l'enseignement public, en attendant de frapper aussi celles des transports publics, en utilisant le personnel de ces secteurs, qui sont normalement en contact avec toutes les couches sociales de la population, comme vecteur des règles imposées par les mesures gouvernementales. Ce n'est pas un hasard si de nombreux journaux parlent d'une manœuvre gouvernementale de larmes et de sang...

Que signifie donc imposer à un anarchiste comme Alfredo Cospito, qui a osé revendiquer l'action démonstrative dont il était responsable, en soulignant cette revendication comme «une question d'honneur» (3), la peine la plus élevée et la plus sévère prévue par le système pénal existant, com-

me la réclusion à perpétuité, malgré le fait que les deux engins explosifs n'aient causé ni morts, ni blessés, ni dommages graves ? Cela signifie que non seulement les actes de ce type risquent d'être considérés comme des crimes «de massacre contre la sécurité de l'État», mais qu'en perspective, de nombreux autres actes de lutte démonstratives contre la répression peuvent être considérés comme crimes contre la sécurité de l'État.

Les communistes révolutionnaires sont à mille lieues des conceptions anarchistes de l'État et de la société ; et ils ont une conception de la lutte des classes et de la lutte révolutionnaire qui est complètement différente de la conception individualiste et vellétariste qui est à la base l'idéologie anarchiste de la violence. L'histoire a amplement démontré que la lutte pour l'émancipation du prolétariat ne passe pas par des groupes conspirateurs qui se chargent d'«éveiller les consciences» aux objectifs politiques les plus élevés, mais par un long travail de préparation des masses prolétariennes à la lutte de résistance au capital, de défense des conditions de résistance sur le terrain économique et immédiat, et aussi un travail long et patient de préparation classiste et révolutionnaire par le parti communiste révolutionnaire dans les rangs prolétariens, comme l'a fait le parti bolchevik de Lénine dans un pays, la Russie, bien plus arriéré économiquement et socialement que les pays capitalistes occidentaux.

Néanmoins, aux anarchistes comme Alfredo et Anna - à qui nous exprimons notre solidarité - reconnaissons le mérite d'avoir eu le courage, et précisément l'honneur, de ne pas dissimuler leurs actes, de les revendiquer face à l'ennemi bourgeois, sachant pertinemment risquer la torture lente et systématique que représentent l'isolement et des dizaines d'années de prison. D'autre part, il faut souligner, l'attitude vindicative et lâche d'un État qui - au service d'une classe qui est née et se maintient par l'oppression de la majorité de ses «citoyens» tant aimés, chez lui comme dans les pays économiquement plus faibles, au service d'une classe qui a dans son ADN le mépris de la vie des salariés et les massacres de guerre - n'hésite pas à utiliser tous les moyens de répression au seul

but de maintenir la domination capitaliste sur la société. La bourgeoisie ne s'émeut jamais vraiment des morts et des blessés des attentats, elle l'a démontré mille fois, comme par exemple en 1921 face aux victimes du théâtre «Diana» causées par une bombe anarchiste ou en 1980 face au massacre de Bologne de la main des fascistes : les pistolets habituels contre le «terrorisme» sont toujours accompagnés d'une propagande pour la défense de la coexistence civile et de la paix sociale avec laquelle se dissimule le véritable intérêt bourgeois, hier comme aujourd'hui et demain, c'est-à-dire la course au profit pour lequel «la bourgeoisie, plutôt que de disparaître

« Il Comunista »

N° 176 Gennaio-Febraio 2023
Nell'interno

- Il governo Meloni, in perfetta continuità con il governo Draghi, va all'attacco delle condizioni di esistenza del proletariato. Rompere con la collaborazione di classe e con ogni illusione democratica è la via da seguire
- Ucraina, Corea del XXI secolo?
- Quadrante. La guerra in Ucraina serve agli USA per indebolire l'Europa
- Il superdemocratico Stato borghese fa marcire in prigione chi si ribella al suo ordine costituito (il caso Cospito e Beniamino)
- La clamorosa infiltrazione della 'ndrangheta in Trentino porta a commissariare un comune
- Francia. Dopo il successo delle mobilitazioni del 19 e del 31. No alla dispersione delle lotte e allo stallo voluto dalle direzioni sindacali! Per una vera lotta di classe!
- Gran Bretagna. La borghesia attacca i proletari rafforzando sempre più il suo arsenale antisciopero legale e repressivo
- Il proletariato industriale nella Guerra di Spagna 1936-39 (RG, dicembre 2022, prima parte)
- Marx sull'impersonalità del capitale
- Iran. Arresti, torture, assassini, sparizioni e sepolture nascoste: il regime confessionale fondamentalista usa il tallone di ferro per rimanere in piedi
- Covid-19: sono farmaci, non vaccini

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €; 25 CHF; £ 7,5 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €; 50 CHF; £ 15

E-mail: ilcomunista@pcint.org

de l'histoire, veut la ruine générale de la société humaine» (4).

Le prolétariat, qui succombe encore aujourd'hui aux illusions de la démocratie, de la coexistence pacifique entre les classes, de la cohésion nationale, a historiquement une tâche qu'aucune autre classe sociale n'a jamais pu avoir auparavant : mettre fin à la division de la société en classes, révolutionner la société bourgeoise de fond en comble en détruisant sa domination politique et son économie basée exclusivement sur le mercantilisme et l'exploitation de l'homme par l'homme ; c'est-à-dire transformer la production pour le marché en production pour les besoins vitaux des êtres humains. Cette société sans classe, que nous appelons communisme depuis plus de deux cents ans, et que nous aimons appeler société de l'espèce, ne se réalisera que par la révolution prolétarienne et communiste, au niveau international et conduite par le parti communiste révolutionnaire. Les premiers exemples historiques de cette révolution ont été la Commune de Paris de 1871 et la Révolution russe de 1917 ; à cette époque, le prolétariat européen et américain n'était pas prêt pour la révolution internationale car, bien qu'il existât, le parti communiste n'était pas encore assez ferme et fort au niveau international pour pouvoir assurer à la révolution la victoire au niveau mondial.

L'histoire ne se laisse pas dicter par la volonté de groupes conspirateurs ou de partis révolutionnaires. Les facteurs objectifs (le développement économique et politique de la société et le développement du mouvement prolétarien indépendant) et les facteurs subjectifs (le développement du parti de classe) doivent tous deux être présents et actifs à un moment donné. De même que la classe bourgeoise, depuis les premiers exemples historiques de capitalisme dans l'Italie du 15^e siècle, puis dans l'Angleterre du 17^e siècle, a dû arriver à la fin du 18^e siècle en France pour imposer le saut révolutionnaire historique du féodalisme au capitalisme, de même la classe prolétarienne devra se réorganiser - malgré les défaites accumulées au cours de ses 175 ans d'existence comme classe sociale et politique, mais en tirant de ces défaites toutes les leçons historiques nécessaires - indépendamment de tout appareil bourgeois en se reconnaissant comme une classe qui a sa propre tâche historique qu'elle ne partage et ne peut partager avec aucune autre classe. En fait, cette tâche historique est représentée par le parti de classe, par le parti communiste révolutionnaire, depuis le *Manifeste des communistes* de Marx-Engels en 1848. C'est donc le parti communiste qui «attend»

la maturation classiste du prolétariat et qui a la tâche de préparer les avant-gardes pendant ce temps, et non l'inverse ; en effet, l'histoire a montré que si le prolétariat se déplace sur le terrain révolutionnaire, mais que le parti de classe n'est pas prêt à le conduire à la conquête révolutionnaire du pouvoir politique - comme cela se produisit en 1919-1920 dans l'Allemagne développée - alors la révolution prolétarienne ne gagnera pas au niveau international.

La voie à suivre, pour les prolétaires conscients des tâches historiques de leur classe, n'est pas celle de la violence individuelle et velléitaire, dans la fausse croyance qu'«il suffit de donner l'exemple» pour que les «consciences» se réveillent. La voie à suivre est celle de la lutte pour retrouver le terrain de classe où les revendications des travailleurs qui ne dépendent pas de la «possibilité ou non» des capitalistes, ou de l'État, de les satisfaire, et qui ne sont pas partagées par le patron, l'entreprise ou l'État, car l'intérêt du capital est d'exploiter le plus possible, et le plus longtemps possible, la force de travail salariée : en cela consiste la «croissance économique» et la productivité du travail, tant aimées par les gouvernants et les capitalistes.

Comme par le passé, ce seront les forces objectives des contradictions du capitalisme qui pousseront les masses prolétariennes à s'affronter aux forces organisées de l'État bourgeois et aux forces de l'opportunisme et du collaborationisme interclassiste qui le soutiennent, pour se défendre même déjà dès les premiers niveaux d'organisation classiste sur le terrain immédiat. La lutte sera extrêmement dure car la classe bourgeoise ne négligera rien pour se maintenir au pouvoir, et aucun raccourci individualiste, aventurier ou brigadiste ne pourra accélérer le processus historique de maturation de la lutte de classe. Les facteurs matériels contradictoires que le capitalisme ne cesse de développer sont à la base des antagonismes de classe et donc de la lutte entre les classes : de par son expérience historique, la classe dominante bourgeoise le sait bien, et elle ne cesse de travailler pour que le rendez-vous historique avec la révolution prolétarienne soit repoussé le plus longtemps possible. Mais l'histoire du développement des forces productives, et de la lutte entre les classes, comme nous l'avons dit, ne se laisse pas dicter le calendrier ni par des groupes subversifs, ni par la classe dominante bourgeoise. Comme en 1871 et 1917, la révolution prolétarienne surprendra inévitablement la classe dominante bourgeoise par sa force imparable. Ce qui ne devrait pas manquer, c'est la direc-

tion du parti communiste révolutionnaire, un parti qui ne peut naître de la révolution elle-même, mais qui devra être présent et actif bien avant. C'est pour ce parti que nous nous battons et résistons au cours du temps.

En 1848, face aux tentatives révolutionnaires du prolétariat à Berlin, Vienne, Paris, Milan, Prague, et à la réponse contre-révolutionnaire de l'absolutisme et de la bourgeoisie unis contre le prolétariat, Marx écrivait : **«Nous ne l'avons jamais caché. Notre terrain n'est pas le terrain juridique, c'est le terrain révolutionnaire. Le gouvernement vient de renoncer pour sa part à l'hypocrisie du terrain juridique. Il s'est placé sur un terrain révolutionnaire, car le terrain contre-révolutionnaire lui aussi est révolutionnaire.»** (5).

Ainsi, le moment viendra à nouveau - comme en 1919-1920 face au fascisme - où, face au prolétariat en mouvement sur le terrain de la lutte de classe et révolutionnaire, le gouvernement bourgeois abandonnera l'hypocrisie du terrain légal et agira ouvertement sur le terrain de la violence contre-révolutionnaire ; *le terrain contre-révolutionnaire est, dialectiquement, également révolutionnaire.* Aujourd'hui, nous sommes encore au milieu d'une longue période de forte dépression du mouvement de classe prolétarien ; mais les facteurs de crise du capitalisme travaillent objectivement à une solution de la crise générale du capitalisme par une guerre future, donc à une ouverture objective de la lutte entre les classes, mais sur le terrain d'une contre-révolution préventive. C'est sur ce terrain que le parti de classe doit être établi et renforcé, et il importe peu que ce parti soit représenté par une poignée de militants, parce que ce qui est essentiel et indispensable, c'est la continuité théorique-programmatique avec le marxisme, grâce à laquelle il sera possible - lorsque le mouvement de classe prolétarien se relèvera, en se réorganisant sur le terrain de l'indépendance de classe - un contact étroit entre le parti de classe et les masses prolétariennes, qui trouveront dans le parti leur direction, comme elles l'ont trouvée dans le parti bolchevique de Lénine non seulement en Russie mais dans le monde entier.

30/12/2022

(1) Cf. <https://www.rainews.it/articoli/2022/12/alfredo-cospito-ricorso-in-cassazione-entro-41-bis-ddalbed1-5f87-4285-b704-3a01b2cac90.html> - et

Alfredo Cospito et Anna Beniamino ...

(Suite de la page 9)

<https://www.milanotoday.it/cronaca/manifestazione-anarchica-alfredo.html> du 29 décembre 2022.

(2) Cf. https://torino.correire.it/notizie/cronaca/22_dicembre_09/processo-agli-anarchici-anna-beniamino-rifiuta-il-ricovero-e-in-sciopero-della-fame-da-un-mese-2e3a4d37-88ac-457b-a35f-793931fc3xlk.shtml.

(3) Cf. <https://www.radionadurto.org/2022/12/05/torino-dia-di-lotta-contro-il-carcere-e-solidarieta-ad-alfredo-cospito-e-anna-beniamino>.

(4) Cf. *Per i funerali delle vittime del «Diana»*, «Il Comunista», 30 mars 1921, dans «Manifesti ed altri documenti politici, 21 janvier-31 décembre 1921», du Parti communiste d'Italie, Reprint Feltrinelli

(5) Cf. K. Marx, *La bourgeoisie et la contre-révolution* («Neue Rheinische Zeitung», n° 165, 10 décembre 1848), Marx-Engels, *Il Quarantotto*, La Nuova Italia, Florence 1970.

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional
No 28 / Enero 2023

- La lucha por los tribunales
- Cuarenta años de reconstrucción del partido de clase
- Informe para la reunión general de Milán de los días 14 y 15 de mayo de 2022. La economía mundial en 2022: de la esperanza de unos nuevos «locos años veinte» al temor a la «estancación»
- Ediciones del Partido Comunista Internacional : -- El Partido Comunista de Italia frente a la ofensiva fascista -- Irán : ¿Qué revolución? -- Elementos de orientación marxista -- Cuarenta años de valoración orgánica de los eventos de Rusia en el dramático desarrollo social e histórico internacional
- El superdemocrático estado burgués italiano, con la «constitución más bella del mundo», no tiene ningún problema en dejar que se pudran en la cárcel quienes se rebelan contra su orden establecido. Un ejemplo de ello es el caso de los anarquistas Alfredo Cospito y Anna Beniamino.
- Contra la carestía de la vida, los salarios bajos y las malas condiciones laborales, la única salida es la lucha de clase, no los actos simbólicos ni las movilizaciones de delegados sindicales

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

Où en est l'économie mondiale? (1)

Deux ans après la crise du Covid, quelle est la situation de l'économie mondiale?

Nous avons écrit dans les textes précédents (1) que la crise était en fait sur le point d'éclater en 2020 - voire avait déjà commencé - lorsqu'est arrivée la Covid. Les mesures prises par la bourgeoisie pour contenir une pandémie à laquelle elle avait refusé de se préparer pour des raisons économiques (bien qu'à peu près partout des plans avaient élaborés pour cela), mais aussi pour mettre fin dans de nombreux pays à l'agitation sociale, ont provoqué un effondrement historique de la production. La levée de ces mesures dites «sanitaires» de contrôle social, économiquement trop coûteuses à maintenir, a mécaniquement entraîné une reprise vigoureuse de la production, surtout dans le secteur dit «tertiaire».

Cette reprise a été alimentée par des mesures antiprolétariennes pour sauver les profits des entreprises capitalistes (baisse des «charges», des impôts...) ainsi que par des plans massifs de soutien étatiques à l'économie financés par des emprunts, par une politique des Banques centrales de création monétaire («assouplissement quantitatif» dans le jargon des banquiers) et de taux d'intérêt très bas (parfois même négatifs!), bref par le recours encore plus prononcé à ce que Marx appelle «l'économie de crédit».

Des responsables du FMI écrivent à ce sujet, en soulignant la gravité de la situation: «*Nous vivons une époque dangereuse (...). L'endettement était déjà très élevé avant les premiers confinements provoqués par le coronavirus. Lorsque la pandémie a frappé, des mesures de soutien économique inédites en temps de paix ont stabilisé les marchés financiers et progressivement assoupli les conditions de liquidité et de crédit à travers le monde. Dans nombre de pays, la politique budgétaire a réussi à assurer la protection des citoyens et des entreprises pendant la pandémie. Elle a également soutenu la politique monétaire en renforçant la demande globale et en évitant une dynamique déflationniste. Tous ces facteurs ont contribué au redressement économique et financier*». Et, poursuivent-ils, «*au cours de la pandémie, les déficits ont augmenté et la dette s'est accumulée beaucoup plus rapidement qu'au début d'autres récessions, notamment des deux plus fortes d'entre elles, la crise de 1929 et la crise financière*

mondiale. L'ampleur n'est comparable qu'aux deux guerres mondiales du vingtième siècle» (2).

L'INFLATION, PHÉNOMÈNE MONDIAL

Le déficit budgétaire signifie que les dépenses de l'Etat sont supérieures à ses recettes, ce déficit étant financé par l'emprunt (la dette publique) et/ou la création de monnaie dont la conséquence est la dévalorisation de la monnaie, donc l'inflation correspondante des prix des marchandises dans cette monnaie.

Prenons l'exemple de l'euro; pour en assurer la solidité, ses architectes avaient fixé dans les accords de Maastricht en 1992 une limite de 3% au déficit des Etats membres, à 60% du PIB leur dette et un objectif de 2% d'inflation à la Banque Centrale Européenne, chargée d'émettre la monnaie.

Mais lorsqu'il faut sauver leur économie en crise, les Etats n'ont que faire des limites tracées par leurs économistes!

Lors de la grande récession de 2008-2009, les déficits étaient ainsi passés de 0,7% en moyenne dans la zone euro en 2007 à 6,38% en 2009, et aux Etats-Unis de 2,8% à 11,2%, la dette publique de 66,2% à 79,3% dans la zone euro, et de 66,4% à 84,5% aux Etats-Unis. Par contre l'inflation baissa beaucoup: de 4,1% à 0,4% en zone euro ne remontant qu'à 3,3% en 2011; et de 4,25% à 0,1% pour remonter à 3% aux Etats-Unis; en raison de la surproduction qui était à l'origine de la crise, les marchandises avaient du mal à se vendre, les bourgeois redoutaient la déflation (ventes à perte) et il fallait donc en quelque sorte alimenter l'inflation y compris en «distribuant de l'argent» au public ce qui provoqua cette remontée de l'inflation.

Mais par la suite l'inflation resta à un faible niveau en raison de la faiblesse de la croissance économique mais aussi des politiques de retour à l'orthodoxie budgétaire avec les mesures d'austérité qu'elles impliquaient; en Europe les conséquences les plus sérieuses furent la crise grecque et les menaces de désintégration de la zone euro en raison des divergences économiques entre les divers pays.

En 2020, les réactions des Etats furent plus massives et plus rapides.

Aux Etats-Unis en 2020 le montant des dépenses gouvernementales en tout genre pour soutenir l'économie (le «quoi qu'il en coûte» américain) se mon-

ta à 6600 milliards de dollars entraînant le déficit budgétaire le plus élevé depuis la deuxième guerre mondiale: plus de 3000 milliards, soit l'équivalent de 15% du PIB américain).

Dans la zone euro, selon Eurostat, le déficit atteint l'équivalent de 7,2% du PIB, soit plus de 820 milliards d'euros; il s'agit d'une moyenne, les chiffres allant de 11% pour l'Espagne à 9,6% pour l'Italie, 9,2% pour la France et la Belgique, à seulement 4,3% pour l'Allemagne.

Au-delà des différences, on voit que les chiffres, s'ils ont fait voler en éclats les règles instituées en 1992, sont bien inférieurs à ceux américains. La poussée inflationniste fut donc logiquement plus forte et plus précoce outre-Atlantique; et des deux côtés de l'océan les Banques centrales ont poursuivi leur politique de taux d'intérêt proches de zéro (ou négatifs), et de création monétaire pour pousser au redémarrage économique et soutenir artificiellement la croissance. Etant donné les difficultés de trouver des investissements suffisamment rentables dans la production de marchandises, cela s'est traduit par une hausse des cours boursiers et des spéculations en tout genre avec la création de bulles spéculatives qui éclatent régulièrement (comme dans le cas des «crypto-monnaies») et qui menacent de provoquer un krach financier. Malgré tout une partie a pu trouver la voie de l'«économie réelle», au prix d'alimenter l'inflation qui atteignit alors des niveaux inconnus depuis des décennies. Les conséquences de la guerre en Ukraine ont renforcé ces poussées inflationnistes en se traduisant par la pénurie de certains produits et par la flambée des prix du gaz et du pétrole, mais l'inflation avait démarré auparavant. Lorsque elles ont finalement constaté que l'inflation ne ralentissait pas, les autorités financières ont changé leur fusil d'épaule: à la suite de la Réserve Fédérale américaine, toutes les autres banques centrales dans le monde ou presque ont commencé à relever leurs taux d'intérêt à partir de l'été - ne serait-ce que pour défendre leur monnaie face à la hausse du dollar qui avait suivi.

Regardons les chiffres de l'inflation (3), en notant que les gouvernements de plusieurs pays se félicitent d'un - léger - ralentissement dans la dernière période. Les chiffres, en rythme annuel, se rapportent le plus souvent au mois de décembre.

Europe. 9,2% dans la zone euro, dont: Allemagne: 8,6%; Belgique: 10,35%; Espagne: 5,7%; France: 5,9%; Italie: 11,6%; Pologne: 16,9%; Roumanie: 16,37%; Tchéquie: 15,8%. Hors zone euro: Grande-Bretagne: 10,5%; Russie: 11,9%.

Afrique et Moyen-Orient. Afrique du Sud: 7,2%; Algérie: 8,2%; Burkina Faso: 9,6%; Cameroun: 7,69%; Côte d'Ivoire: 5,1%; Ethiopie: 31,1%; Ghana: 54,1%; Egypte: 21,3%; Iran: 52,2%; Liban: 122%; Nigeria: 21,34%; Maroc: 8,3%; Sénégal: 12%; Soudan: 87,3%; Tunisie: 10,1%; Turquie: 64,27%.

Amérique du Nord. Etats-Unis: 6,5%; Canada: 6,3%

Amérique Latine. Argentine: 94,8%; Brésil: 5,79%; Chili: 12,8%; Colombie: 13,2%;

Mexique: 7,8%; Pérou: 8,46%; Venezuela: 156%

Asie. Australie: 7,8%; Chine: 1,8%; Corée du Sud: 5%; Inde: 5,72%; Indonésie: 5,51%; Japon: 4%; Pakistan: 24,5%; Philippines: 8,1%; Sri-Lanka: 57,2%

Il s'agit là des chiffres officiels qui sont souvent manipulés, parfois de façon éhontée, pour minimiser le phénomène. C'est ainsi qu'un groupe d'économistes turcs indépendants a calculé que l'inflation dans le pays avait atteint en décembre 135,55%, plus du double du taux officiel (4)! Et même quand ils ne sont pas ainsi trafiqués, les chiffres de l'inflation sont généralement construits de façon à minorer la hausse des produits de base, donc l'impact sur les prolétaires et les masses pauvres.

Mais au-delà des doutes à avoir sur leur fiabilité, ils permettent de constater que l'inflation est un phénomène mondial. Si dans certains pays, du Liban au Venezuela, du Pakistan à la Turquie, de l'Argentine au Soudan, etc., l'inflation explose en raison de facteurs de crise

particulièrement sévères, pratiquement tous les Etats sont touchés (à l'exception de la Chine mais dont les statistiques officielles sont à prendre avec des pincettes) témoignant de l'imbrication des économies nationales.

La fièvre générale des prix est le signe que l'économie mondiale est malade et que pour se soigner (rétablir ses profits) elle n'a d'autre remède que s'en prendre aux prolétaires et aux masses exploitées, premières victimes de l'inflation.

Derrière la froideur de chiffres inscrits sur le papier se cachent de véritables tragédies; à leur lecture on voit les pays où s'accumulent les éléments de futures explosions sociales (quand elles n'ont pas déjà eu lieu) lorsque la situation des masses devient intolérable. Mais même là où elle n'atteint pas les sommets les plus vertigineux, l'inflation actuelle érode inévitablement la paix sociale en poussant les prolétaires à la lutte pour se défendre.

(A suivre)

(1) Voir les *Prolétaire* n°539 et 545

(2) <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2022/04/11>. Ils concluent leur texte par un appel à «une démarche de coopération mondiale (...) pour résoudre harmonieusement les problèmes». Amen...

(3) <https://fr.tradingeconomics.com>

(4) <https://abcnews.go.com/International/wireStory/turkey>

L'Ukraine, Corée du XXIe siècle?

(Suite de la page 1)

me révolutionnaire doit être réaffirmée avec une fermeté absolue.

«Le conflit en cours, bien que géographiquement localisé, est clairement de nature internationale. Comme dans les précédents épisodes guerriers de la «paix démocratique», l'affrontement ne se produit pas entre des forces nationales opposées, mais entre les deux centres mondiaux de l'impérialisme, l'Amérique et la Russie, en comparaison desquels les petites nations ne sont que des pions misérables et impuissants. Donc, les termes de guerre d'indépendance, de libération, d'unité nationale sont faux» (1).

Plus de soixante-dix ans après, le conflit actuel en Ukraine a les mêmes caractéristiques fondamentales que la

guerre de Corée de 1950 : il est de nature purement internationale et oppose pour la énième fois deux centres mondiaux de l'impérialisme, l'Amérique et la Russie (autrefois appelée URSS). Mais les soixante-treize années qui nous séparent de la guerre de Corée, et les soixante-dix-huit années qui nous séparent de la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale - lorsque la démagogie de brigands des puissances victorieuses avait annoncé apporter la paix, la prospérité et l'égalité - ont été, en réalité, des années de tensions et de guerres internationales, des années au cours desquelles les positions du marxisme authentique sur l'impérialisme et le développement de ses contradictions et de ses contrastes se sont avérées correctes.

Au cours de ces décennies, les con-

(Suite en page 12)

L'Ukraine, Corée du XXI^e siècle?

(Suite de la page 11)

trastes inter-impérialistes ont provoqué des guerres, augmentant les massacres et les destructions par le développement de la technologie de l'armement, dans tous les continents sauf l'Europe et l'Amérique du Nord. En Europe, le condominium russo-américain de l'après-guerre «réglait» la partition de l'Allemagne, en la divisant en deux sous occupation militaire de l'un et l'autre camp, et une fois terminés les désaccords sur la charnière constituée par les pays d'Europe de l'Est - Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie - les transformait en satellites de Moscou, alors que les pays d'Europe de l'Ouest, avides d'investissements en dollars sonnants et trébuchants, étaient transformés en satellites de Washington ; en Europe, disions-nous, la transition de la guerre impérialiste à la paix impérialiste était «garantie» pour des décennies, c'est-à-dire une période pendant laquelle les forces impérialistes les plus importantes, en plus de renforcer leur domination sur les territoires économiques les plus grands possibles (et pas seulement les territoires agraires, comme le prétendait Kautsky, mais aussi sur les territoires et pays hautement industriels, comme le soutenait Lénine), se préparaient aux conflits ultérieurs. Même chose pour le Japon, une puissance de premier plan opposée aux États-Unis dans le Pacifique, mais qui a fini écrasée sous les bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki et réduite également en satellite de Washington. La deuxième guerre impérialiste mondiale a décrété le déclin désormais irréversible de la Grande-Bretagne en tant que «maîtresse du monde» au profit des États-Unis d'Amérique, réduisant les pays capitalistes avancés eux-mêmes à des «colonies» de Washington ou de Moscou. Combien de temps cette situation pouvait-elle durer ? Et comment cette situation pouvait-elle changer ? Pour les marxistes, la réponse est toujours celle que Lénine donnait : tout d'abord, *le partage du monde* entre les puissances mondiales prédatrices et super-armées (à l'époque de la première guerre impérialiste mondiale, c'étaient l'Angleterre, l'Amérique, le Japon ; lors de la deuxième guerre impérialiste mondiale, c'étaient les mêmes, plus l'Allemagne et la Russie), impliquait les pays du monde entier «dans leur guerre pour le partage de leur butin» (2); mais, face

au fait que la terre est déjà divisée, les prédateurs impérialistes les plus forts sont objectivement contraints «d'étendre leur mainmise sur des pays de toutes sortes», même «sur des pays hautement industrialisés», non seulement et non pas tant pour leur propre bénéfice, mais pour «affaiblir l'adversaire» et «saper son hégémonie» (3). L'impérialisme signifie un capitalisme développé dans un sens monopolistique, dans lequel ce n'est pas le capital industriel, commercial ou agraire qui prédomine, mais le capital financier, et c'est ce capital financier (américain, britannique, allemand, japonais, français et, aujourd'hui, chinois) qui se partage le monde en fonction des *rapports de force* de la période donnée, rapports de force qui se transforment par des conflits et des guerres bien peu pacifiques, car les conflits entre les trusts, les cartels internationaux et les pôles impérialistes n'atténuent pas, au contraire, ils «renforcent les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale. Or, le rapport des forces s'étant modifié, où peut résider, en régime capitaliste, la solution des contradictions, si ce n'est dans la force?» (4).

Le capital financier et les trusts n'affaiblissent pas, mais renforcent les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale. Or, le rapport des forces s'étant modifié, où peut résider, en régime capitaliste, la solution des contradictions, si ce n'est dans la force ?

Les masses ouvrières d'Europe et d'Amérique, réduites par l'œuvre combinée de la contre-révolution bourgeoise et stalinienne à de la chair à canon à des fins impérialistes, totalement soumises aux intérêts chauvins de chaque puissance bourgeoise et impérialiste, ne pouvaient représenter l'alternative révolutionnaire aux guerres bourgeoises, la seule alternative historique qui avait et a un sens. Enterré sous la mastodontesque falsification stalinienne, le mot d'ordre léniniste de *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile* - en révolution prolétarienne - se trouvait substitué par les mots d'ordre de soutien et guerre de tous les nationalismes contre les nationalismes ennemis, soutien et guerre pour la défense de la démocratie contre le fascisme, soutien et guerre pour la défense de la patrie, pour la défense de la souveraineté nationale, sachant parfaitement qu'au-delà des formes extérieures d'une démocratie qui

n'avait plus rien de libérale, le fascisme et la démocratie postfasciste n'étaient que deux régimes fondés sur le même totalitarisme capitaliste.

Cela a donné le temps à l'Europe, berceau historique du capitalisme, de renaître à une nouvelle vie et redevenir un pôle économique majeur sur le marché international, nécessaire à Washington et à Moscou. Les dizaines de millions de morts sur tous les fronts de guerre et sous les bombardements aériens dans toutes les villes européennes avaient servi à donner un nouveau souffle au capitalisme que, pour l'occasion, les pouvoirs politiques des impérialismes occidentaux victorieux, se définissant comme *démocratiques*, voulaient considérer comme le *nec plus ultra* de la paix dans ce qu'on appelait le «monde libre», opposé dans la propagande au soi-disant «monde socialiste» concurrent. Alors qu'en Europe, une fois les querelles sur la partition de l'Allemagne terminées et les armes réduites au silence, dans le reste du monde, les anciens impérialismes alliés contre les puissances de l'Axe se sont affrontés armés jusqu'aux dents, directement et indirectement et à commencer, comme le mentionnait l'article de 1950, par la Chine, l'Indonésie, le Vietnam, la Malaisie.

La guerre de Corée, écrivions-nous en 1950, ne fut donc pas «une guerre de pacification, mais une étape vers de nouvelles guerres». Et, en fait, les guerres ne se sont jamais terminées. Ces faits montrent que le capitalisme ne peut vivre, comme mode de production et, par conséquent, comme société, et ne peut surmonter ses crises inévitables, sans que la classe dominante bourgeoise ne poursuive sa politique extérieure par d'autres moyens que ceux de la diplomatie, de l'investissement, des accords économiques et politiques, c'est-à-dire par des moyens militaires ; donc par la guerre.

«Pour le vieux capitalisme, sous la pleine domination de la libre concurrence (comme Lénine le répète dans son Impérialisme), l'exportation des marchandises était caractéristique ; pour le capitalisme plus récent, sous la domination des monopoles, l'exportation des capitaux est devenue caractéristique. (...) A l'orée du 20^{ème} siècle, nous constatons la formation de nouveaux types de monopoles ; d'abord les syndicats monopolistiques de capitalistes dans tous les pays au capitalisme avancé, ensuite la position monopolistique des quelques pays les plus riches, dans lesquels l'accumulation de capital a atteint des dimensions gigantesques. Dans les pays les plus avancés, il en résulta un énorme excédent de capital.

« Certes, si le capitalisme pouvait développer l'agriculture qui, aujourd'hui, retarde partout terriblement sur l'industrie, s'il pouvait élever le niveau de vie des masses populaires qui, en dépit d'un progrès technique vertigineux, demeurent partout grevées par la sous-alimentation et l'indigence, il ne saurait être question d'un excédent de capitaux. (...) Mais alors le capitalisme ne serait pas le capitalisme, car l'inégalité de son développement et la sous-alimentation des masses sont les conditions et les prémisses fondamentales, inévitables, de ce mode de production. Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés. Les profits y sont habituellement élevés, car les capitaux y sont peu nombreux, le prix de la terre relativement bas, les salaires de même, les matières premières à bon marché. Les possibilités d'exportation de capitaux proviennent de ce qu'un certain nombre de pays atardés sont d'ores et déjà entraînés dans l'engrenage du capitalisme mondial. (...) Les exportations de capitaux influent, en l'accéléralant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu'en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier. » (5).

Le capital financier n'a donc fait que conduire, à des vitesses différentes, les pays arriérés à se lier de plus en plus aux pays plus industrialisés et les pays exportateurs de capitaux, comme l'écrit Lénine, à un véritable partage continu du monde.

Mais le même partage du monde, qui s'est opéré à une période historique donnée, par exemple entre les vainqueurs de la Seconde Guerre impérialiste mondiale, « n'exclut certes pas un nouveau partage, au cas où le rapport des forces viendrait à se modifier (par suite d'une inégalité dans le développement, de guerres, de faillites, etc.) » et « L'industrie du pétrole fournit un exemple édifiant d'une tentative de repartage de ce genre, de lutte pour ce nouveau partage » (6). Dès 1916, Lénine pouvait reconnaître sur le marché mondial du pétrole la lutte que les médias bourgeois appelaient eux-mêmes la lutte pour le partage du monde.

Et qu'était-ce et qu'est-ce encore aujourd'hui la lutte pour le pétrole, et pour toutes les autres matières premières indispensables à l'industrie capitaliste, de la moins avancée à la plus avancée - charbon, gaz, cuivre, fer, lithium, terres rares, uranium, etc. - sinon la lutte pour le partage du monde? Une lutte qui ne peut omettre la marine marchande, absolument indispensable au transport des matières premières, et le secteur des communications, à son tour vital pour les transactions, l'achat et la vente, et aussi le secteur agricole, tous les secteurs dans lesquels se trouvent les plus grandes concentrations économiques et financières. Le capital financier, nous rappelle Lénine, « ne s'intéresse pas uniquement aux sources de matières premières déjà connues. Il se préoccupe aussi des sources possibles ; car, de nos jours, la technique se développe avec une rapidité incroyable, et des territoires aujourd'hui inutilisables peuvent être rendus utilisables demain par de nouveaux procédés (...), par l'investissement de capitaux importants. » (7). Et, de fait, dans les dernières décennies, de nombreuses « découvertes » de nouveaux gisements de gaz, de pétrole, de terres rares, etc., générant, lorsque ces découvertes sont situées dans des zones maritimes ou terrestres disputées entre différentes puissances (comme, par exemple, les dernières découvertes en Méditerranée orientale, autour de Chypre), des conflits qui serviront de base à de futurs affrontements armés.

Le partage du monde se fait sur la base de la puissance économique et financière des pays impérialistes les plus puissants, et c'est le développement même du capitalisme, comme le rappelait Lénine, qui tend à développer l'économie, y compris financière, dans les pays moins avancés ; à tel point que de nouvelles forces, de nouvelles puissances, surgissent à un moment donné sur le marché international. Ce fut le cas, en son temps, pour l'Amérique du Nord, grâce surtout à l'Angleterre, à la France et aussi à l'Allemagne ; ce fut ensuite le cas pour la Russie et, plus récemment, pour la Chine, au point d'augmenter en progression géométrique les contrastes inter-impérialistes qui ont périodiquement déplacé leur théâtre décisif de l'Afrique à l'Amérique latine, de l'Asie à l'Europe.

L'EUROPE, DE MAÎTRESSE DU MONDE À TERRE DE CONQUÊTE

Contrairement aux États-Unis, à la Russie et à la Chine, qui sont des pays fondés sur des unités étatiques fortes

et historiques, l'Europe est composée de multiples unités étatiques, chacune au capitalisme avancée, chacune avec son propre passé impérial et colonialiste, et chacune exprimant des concentrations économique-financières de première grandeur, de manière à représenter aujourd'hui - sous la poussée de la concurrence mondiale et des conséquences des deux guerres impérialistes mondiales avec leur destruction massive de capital fixe et variable - un potentiel troisième pôle impérialiste par rapport surtout aux États-Unis et à la Chine, mais, en même temps, une concentration explosive de contradictions capitalistes et de contrastes inter-impérialistes. Pour cette raison d'ailleurs, l'Europe n'a pas été seulement le berceau du capitalisme mondial, mais aussi le berceau de la révolution prolétarienne mondiale.

D'autre part, c'est toujours la concurrence mondiale qui, une fois terminée la deuxième guerre impérialiste mondiale et face à l'agression contre l'Europe menée par celui que la même guerre a décrété comme première puissance impérialiste mondiale, les États-Unis d'Amérique, a poussé les plus importants pays européens à mettre en place au fil du temps, diverses associations économiques pour coordonner plus efficacement leurs sources d'énergie et leurs différentes activités économiques, à commencer par la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) et l'Euratom (Communauté européenne de l'énergie atomique) pour ensuite développer, avec l'adhésion de plus en plus de pays, le MCE (Marché commun européen), la CEE (Communauté économique européenne) et, enfin, l'Union européenne. Bien sûr, les divergences et les tensions entre les pays européens eux-mêmes n'ont jamais manqué, surtout quand il s'agissait d'aborder les questions de caractère politique et de politique extérieure de chaque pays ; mais la marche vers un « marché commun », toujours dans le cadre des contradictions inter-impérialistes y compris sur le plan monétaire, a conduit en 1999 à l'adoption de la monnaie unique - l'euro - qui est entrée en fonction en 2002, devenant l'une des monnaies de référence sur le marché international, mais sans la force disruptive nécessaire pour se substituer à la monnaie internationale par excellence, le dollar américain. Peu importe le nombre d'alliances et d'accords qui peuvent être conclus entre les États membres de l'UE, et peu importe que les euro-péistes soutiennent idéalement la tendance à créer les « États-Unis d'Europe » en opposition en tant que pôle impérialiste unitaire aux États-Unis d'Amérique,

(Suite en page 14)

L'Ukraine, Corée du XXI^e siècle?

(Suite de la page 13)

à la Chine et à la Russie elle-même, la lutte entre les différents pôles impérialistes pour le partage du monde n'effacera jamais l'opposition entre la libre concurrence - qui est l'élément essentiel du capitalisme et de la production marchande en général (Lénine, in *l'impérialisme*) - et le monopole - qui est le contraire direct de la libre concurrence. Dans le processus de développement du capitalisme, souligne Lénine, c'est précisément la libre concurrence qui «est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général ; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence. Mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la concentration de la production et du capital à un point tel qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : les cartels, les syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents» (8). Dans le développement du capitalisme, la concurrence s'est élevée au niveau des monopoles, des trusts, des cartels et donc, une fois de plus, entre les États.

De même que les grandes usines et la production à grande échelle toujours plus concentrée de marchandises et de capitaux n'élimineront jamais, tant que le capitalisme existera, la petite production et le petit capital, de même la tendance à unir différents pays d'une même zone géopolitique en de plus grandes entités politiques n'éliminera jamais - tant que la société bourgeoise existera - la concurrence entre les différents pays et, par conséquent, la source des contradictions, frictions et conflits amers et soudains qui caractérisent la vie du capitalisme même dans sa phase impérialiste. D'un autre côté, les crises économiques et financières qui ponctuent le cours du développement du capitalisme ne démontrent-elles pas ce que le marxisme soutient depuis ses origines (*Manifeste du Parti communiste*, 1848), à savoir que chaque crise périodique de sur-

production (de marchandises et de capital) «détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes», générant la situation dans laquelle «la société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis» (9). Aujourd'hui un autre exemple concret est sous nos yeux : l'Ukraine, pays européen dans lequel, au cours de la dernière décennie se sont concentrés, les contradictions inter-impérialistes déjà à l'œuvre depuis sa séparation de l'URSS suite à l'effondrement de l'empire de Moscou, et qui a été au centre d'une lutte entre les pôles impérialistes de Moscou et de Washington visant, pour le premier, à le soumettre à nouveau à sa domination et, pour le second, à conquérir un pays hautement industrialisé pour renforcer sa puissance en Europe, et donc dans le monde ; une lutte économique et politique qui, à un moment donné, ne pouvait inévitablement que se transformer en guerre. Dans ce cas aussi, les impérialismes européen et américain tendent à soumettre un pays industrialisé à leur influence et à leur domination directes et, dans le même temps, à affaiblir l'impérialisme russe contre lequel ils luttent et, par procuration, font combattre les Ukrainiens.

L'UKRAINE, UN TOURNANT DANS LES RAPPORTS DE FORCE ENTRE LES PÔLES IMPÉRIALISTES

À la différence de la Corée de 1950, l'Ukraine de 1991, et plus encore celle de 2022, est un pays industrialisé, riche en matières premières (charbon, fer, manganèse, magnésite, rutil, uranium, etc.) et parmi les premiers producteurs mondiaux de blé, maïs, avoine, orge, seigle, millet, etc. ; un pays de plus de 40 millions d'habitants et une population active de plus de 20 millions, donc une main-d'œuvre instruite et prête à être utilisée dans les branches industrielles les plus importantes (sidérurgie, chimie, nucléaire, métallurgie, infrastructures, technologies informatiques, etc.). Un pays présentant ces caractéristiques, et avec sa position stratégique sur la charnière séparant l'Europe occidentale de la Russie eurasiatique et, en partie, du Moyen-Orient, représente un objectif stratégique de première importance ; et l'histoire même de cette terre le confirme, puisqu'elle a été disputée au cours des siècles par le Royaume de Pologne à l'Empire ottoman, par

les Cosaques à l'Empire tsariste, jusqu'à ce que, à la suite de la Révolution russe de 1917, elle soit constituée en République socialiste soviétique en 1922, accompagnant la République socialiste soviétique russe dans cette voie révolutionnaire projetée pour combattre le capitalisme sous tous les cieux ; elle est ensuite restée, sous les régimes stalinien et poststalinien, jusqu'en 1991, l'une des 15 républiques qui constituaient l'URSS.

En 1950, la confrontation entre Washington et Moscou en Corée ne s'est pas déroulée par un affrontement direct entre les armées de la Russie et des États-Unis, mais par l'intermédiaire de la population de la Corée du Nord soutenue par les Russes et de la population de la Corée du Sud soutenue par les Américains ; en fait, la principale chair à canon menant la guerre par procuration et subissant toutes les horreurs et les conséquences les plus graves de la guerre moderne n'était ni russe ni américaine, bien que les Américains aient été présents en Corée du Sud, mais coréenne. Cela préparait l'occupation militaire des deux Corées une fois la guerre terminée et la division de la péninsule coréenne en deux, la partie américaine au sud, la partie russe au nord. En Corée aussi, comme dans tous les autres pays, le prolétariat subissait la grande influence, d'une part, du faux socialisme russe de marque stalinienne et, d'autre part, de la fausse démocratie libérale de marque américaine ; ni le prolétariat coréen, ni le prolétariat russe ou américain, n'avaient la force d'opposer leur lutte de classe à cet énième massacre impérialiste. Malgré que plus de sept décennies se soient écoulées depuis 1950, nous assistons aujourd'hui en Ukraine à un nouveau massacre impérialiste, aux caractéristiques similaires, mais inversées, puisque les Américains, et leurs alliés européens, ne sont pas présents avec leurs armées, mais sont présents avec des quantités considérables de capitaux et d'armements, et que cette fois, c'est l'impérialisme russe qui a directement mobilisé ses forces armées - et il ne pouvait pas faire autrement, puisque les pro-russes du Donbass, après huit ans de lutte contre l'armée de Kiev, n'avaient aucune chance de victoire. La position géographique même de l'Ukraine et des régions ukrainiennes à forte présence ethnique russe (précisément la Crimée et le Donbass), et le risque plus que concret de voir des missiles de l'OTAN placés à leurs frontières, ont poussé l'impérialisme russe à risquer l'invasion. Une invasion qui n'a surpris que les journalistes vendus qui ne cessent d'étaler les «valeurs» de la démocratie occidentale, sinon «universelle», de la

«paix» et de la «civilisation», justifiant systématiquement les guerres et les horreurs que la démocratie occidentale a toujours distribuées et continue de distribuer dans le monde depuis les guerres de conquête coloniale.

En Extrême-Orient, la Corée revêtait également une grande importance d'un point de vue stratégique général. Elle se trouve en face du Japon, à un peu plus de 200 km, et constitue une base importante tant pour l'attaque que pour la défense. Après la guerre de 1905 entre la Russie et le Japon, remportée par ce dernier, la Corée a subi la domination et l'oppression japonaise la plus impitoyable jusqu'à la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale. Une fois vaincu le Japon, les deux plus grands impérialismes directement intéressés par cette région, l'Amérique et la Russie, ne pouvaient que s'affronter, l'un pour étendre son contrôle du Japon au continent - la péninsule coréenne tout d'abord - (et l'Indochine viendra ensuite), et l'autre pour empêcher - grâce également à l'alliance avec la Chine de Mao - les États-Unis d'étendre leur domination près de leurs propres frontières terrestres. Depuis plus de deux décennies, ce que la Russie tente d'empêcher de faire aux États-Unis et à leurs vassaux européens, c'est d'ajouter l'Ukraine aux États baltes et à la Finlande, leurs précédentes conquêtes le long de sa frontière occidentale.

Face à la guerre de Corée, on a dit que le monde était au bord d'une troisième guerre mondiale qui verrait la Russie et la Chine se confronter aux États-Unis, à l'Angleterre et à la France, le soi-disant «camp socialiste» au «capitalisme». Il ne s'agissait pas de «camps» différents, l'un révolutionnaire et l'autre conservateur et réactionnaire : il s'agissait de deux camps, de deux blocs impérialistes armés l'un contre l'autre. En réalité, comme nous l'avons toujours soutenu et amplement démontré, la Russie et la Chine représentaient un capitalisme en plein élan progressiste et, d'un point de vue économique, certainement révolutionnaire par rapport au retard dont elles sont sorties grâce à deux révolutions : la révolution prolétarienne d'octobre 1917 en Russie, qui a ouvert le cours révolutionnaire communiste dans le monde entier, même si la Russie était économiquement confrontée au développement capitaliste le plus accéléré possible (l'objectif de Lénine d'un capitalisme d'État que la dictature prolétarienne contrôlerait et dirigerait en attendant la révolution prolétarienne victorieuse dans les pays capitalistes avancés, comme l'Allemagne, grâce à laquelle le propre développement économique de la Russie serait

accéléré, est bien connu), un cours révolutionnaire qui a toutefois été stoppé et vaincu par la contre-révolution stalinienne ; et la révolution bourgeoise-démocratique chinoise de 1949, sous la direction maoïste, qui n'avait rien en commun avec Octobre Rouge, mais qui a fait passer la Chine d'un retard économique millénaire et d'un asservissement colonial à l'indépendance politique et au capitalisme moderne sans passer par une expérience révolutionnaire similaire à celle de la Russie de 1917, étant donné la défaite du mouvement prolétarien chinois de 1925-1927 due avant tout, elle aussi, à l'œuvre contre-révolutionnaire du stalinisme.

Après la seconde guerre mondiale, l'impérialisme de Washington a mis en œuvre une politique extérieure, dirigée vers les pays asiatiques, évidemment très myope ; ces pays étaient historiquement poussés à se débarrasser de l'oppression colonialiste de l'Angleterre, de la France, de la Hollande et n'étaient pas disposés à se soumettre au nouveau colonialisme du moule américain : en soutenant les factions les plus rétrogrades, latifundistes et agraires en Corée, en Indochine, en Indonésie, en Malaisie, etc., Washington s'était mis à dos les classes industrielles bourgeoises, petites-bourgeoises et prolétaires qui étaient au contraire soutenues par la Russie stalinienne en plein progrès économique industriel. Et ce fait a joué en faveur de l'impérialisme russe en Extrême-Orient pendant trois décennies, au moins jusqu'aux années 1970, jusqu'à la victoire vietnamienne sur les États-Unis. Dans sa fonction impérialiste, la Russie stalinienne et poststalinienne partageait en Europe avec les États-Unis l'intérêt prioritaire de tenir à distance le prolétariat européen et, surtout, l'Allemagne, toujours dangereuse même vaincue, tandis que ses interventions, surtout politico-militaires, dans les différentes aires du monde soumises au séisme social des luttes anticoloniales avaient pour but d'empêcher les États-Unis d'étendre leur domination impérialiste autant en Asie qu'en Afrique.

Comme nous l'écrivions en 1957 : *«Il existe certainement une rivalité amère entre les deux géants [États-Unis et URSS, Ndlr], mais le duel russo-américain a pour prémisse, aussi paradoxal que cela puisse paraître, le condominium russo-américain en Europe. (...) Du reste, toute la politique russe en Europe repose en permanence sur le chantage que Moscou tente de faire sur les États-Unis, qui ont besoin du concours de la Russie pour réaliser leurs projets d'hégémonie mondiale. Et précisément, ils ont besoin de la puissance*

terrestre russe, qui maintient les vieilles puissances d'Europe occidentale dans un état d'infériorité irrémédiable et les contraint à se réfugier dans le Pacte Atlantique, c'est-à-dire de se soumettre au super-État américain» (10). Outre le fait que l'URSS n'existe plus et que son implosion entre 1989 et 1991 a inévitablement réduit les ambitions impérialistes de la Russie à des zones beaucoup plus restreintes que celles dans lesquelles elle gambadait au cours des trente années précédentes, la puissance terrestre russe rempli encore aujourd'hui le même rôle qu'à l'époque : elle contraint les anciennes puissances d'Europe occidentale à se réfugier dans l'OTAN, c'est-à-dire sous les ailes des États-Unis.

Aussi réduites que soient ses velléités, l'impérialisme russe ne peut que répondre aux mêmes lois que l'impérialisme, en tant que stade de concentration capitaliste et monopolistique maximale et totalitaire, suit objectivement au niveau mondial : utiliser tous les moyens économiques, politiques, idéologiques, sociaux et militaires dans le but de renforcer et d'élargir sa propre puissance afin de modifier les rapports de force existants entre les différentes puissances impérialistes ; d'autant plus lorsqu'il s'agit de zones géopolitiques stratégiques.

La guerre russo-ukrainienne était donc dans l'air depuis des années ; les aspects économiques ou politiques étaient entremêlés, impliquant directement les classes bourgeoises dirigeantes non seulement de la Russie et de l'Ukraine, mais aussi des puissances européennes et, surtout, des États-Unis. L'aspect économique, pour les deux, ne concerne pas seulement les exportations de leurs matières premières - pétrole, gaz, fer et acier, charbon, blé, etc., du côté russe, et fer, acier, céréales, minerai de fer, etc., du côté ukrainien -, mais aussi la lutte contre les crises économiques et de récession qui frappent périodiquement tous les pays capitalistes avancés, donc aussi la Russie et l'Ukraine, en se concentrant sur l'économie de guerre et, par conséquent, en utilisant le principal moyen depuis la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale : précisément la guerre. Et en cela, les États-Unis sont des maîtres incomparables : sur les 124 années qui séparent 1898 (année à laquelle de nombreux historiens fixent le début de l'impérialisme américain) de 2022, c'est-à-dire de la guerre des États-Unis contre l'Espagne pour le contrôle de Cuba et des Philippines à aujourd'hui, il y a eu 13 années où les États-Unis n'ont pas fait la guerre (11), mais l'ont

(Suite en page 16)

L'Ukraine, Corée du XXI^e siècle?

(Suite de la page 15)

néanmoins préparée. Non pas que la Russie ait été un champion de la paix ; en dehors des années correspondant à la révolution bolchevique (1917-1926) - au cours desquelles la guerre révolutionnaire contre les puissances impérialistes anticommunistes visait à mettre fin au système capitaliste qui fonde son développement et sa pérennité historique sur des guerres de brigandage - à partir de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, la Russie, en participant à la première guerre impérialiste mondiale, s'est alignée, malgré son retard économique, sur les puissances impérialistes euro-américaines, réaffirmant son rôle anti-prolétarien par excellence, qui du régime tsariste passera, après la défaite de la révolution prolétarienne en Russie et dans le monde, au régime stalinien ; et de la puissance impérialiste qu'elle était devenue, elle ne pouvait que participer à la deuxième guerre impérialiste mondiale pour un autre partage du monde, et à une série interminable de guerres, directes ou menées «par procuration» au cours de toutes les décennies suivantes (12).

19/01/2023

(1) Cf. *Né con Truman, né con Stalin* (Ni avec Truman ni avec Staline), dans notre journal de l'époque «*battaglia comunista*» n° 14, 12-26 juillet 1950.

(2) Cf. Lénine, *L'impérialisme, sta-*

de suprême du capitalisme, 1916, «Œuvres», vol. 22, Edition Sociales, 1960, p. 207.

(3) Ibidem, p. 290.

(4) Ibidem, p. 295.

(5) Ibidem, p. 260-261, 263.

(7) Ibidem, p. 282.

(8) Ibidem, p. 286-287.

(9) Cf. Marx-Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Œuvres choisies, 1848, Vol I, Editions Sociales, 1962, p. 117.

(10) Cf. USA e URSS: *Padroni-soci in Europa, avversari imperialistici in Asia e Africa* (USA et URSS : patrons-associés en Europe, adversaires impérialistes en Asie et en Afrique), «il programma comunista» n° 1, 1957, républié dans «il comunista» n° 123-124, nov. 2011-fév. 2012.

(11) Les années au cours desquelles les États-Unis n'ont pas fait la guerre sont les suivantes : 1935-1940, 1948-49, 1976-78, 1997, 2000 ; et voici des guerres les plus suivies par les médias internationaux qui ont vu les États-Unis comme protagoniste direct ou indirect, avec une «intensité» élevée ou faible, à partir de 1945-46 : Chine (1945-46, 1950-53), Corée (1950-53), Guatemala (1954, 1967-69), Indonésie (1958), Cuba (1959-60), Congo belge (1964), Pérou (1965), Laos (1964-73), Vietnam (1961-73), Cambodge (1969-70), Grenade (1983), Libye (1986), Salvador (1980), Nicaragua (années 1980), Panama (1989), Irak (1991-99), Bosnie (1995), Soudan (1998), Yougoslavie-Kosovo (1999), Afghanistan (2001-2021), Yémen (2004-encore en cours), Irak (2003-encore en cours), Somalie (2007-2011), Syrie (2010-encore en cours), Libye (2011-encore en cours). http://www.proteo.rdbcub.it/article.php?id_article=159&artsuite=1

(12) Après la révolution d'octobre

1917 et l'instauration de la dictature du prolétariat, la Russie a officiellement pris le nom d'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) en décembre 1922, et a réuni 15 républiques en un seul État. Le nom d'URSS a été conservé même après que le stalinisme eut abandonné le cours de la révolution prolétarienne et socialiste, présentant à nouveau au monde un État qui héritait de l'histoire qui avait caractérisé le tsarisme, mais sous la forme désormais irréversible d'un État bourgeois, voué au capitalisme et à son développement et, par conséquent, avec toutes les ambitions de l'ancien Empire russe. Les guerres, avec leurs inhérentes occupations militaires, qui l'ont vu comme un protagoniste direct ou indirect, de faible ou de forte intensité, après la première guerre impérialiste mondiale, sont : la Mandchourie intérieure (1929), la Mongolie (1929), la Mandchourie à nouveau (1939), la Pologne (1939-1956), la Finlande (guerre d'hiver, 1939-44), les États baltes (1940-1991), la Roumanie (Bessarabie et Bucovine, 1940), l'Allemagne (et les territoires occupés par elle pendant la guerre : Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie, Albanie, 1941-1944), Allemagne de l'Est (1945), Autriche (1945-55), de nouveau la Mandchourie (1945-46), Norvège septentrionale (1945-46), Corée (1945-48 et 1950-53), Hongrie (1956), Israël/Palestine (1967-70), Tchécoslovaquie (1968-1989), Somalie/Ethiopie (Ogaden, 1977-78), Afghanistan (1979-89), Géorgie (1991-93), Ossétie (1992), Tadjikistan (1992-97), Tchétchénie (1994-96 et à nouveau 1999-2009), Caucase (2009-2017), Ukraine (2014 et 2022-encore en cours), Syrie (2015-encore en cours). https://it.frwiki.wiki/wiki/Liste_des_guerres_de_la_Russie

Guerre russo-ukrainienne : Par les armes, l'impérialisme exaspère le nationalisme de chaque pays (2)

(La première partie de cet article est parue dans le numéro précédent du journal)

En 2014 déjà, au moment de l'annexion de la Crimée, la Russie, qui cherchait à prendre pied en Europe occidentale, avait proposé à la Pologne, à la Roumanie et à la Hongrie la partition de l'Ukraine. La Russie voulait non seulement la Crimée pour elle-même, mais aussi

les régions du sud et de l'est (Odessa, l'ensemble du Donbass et la région de Kharkiv), tandis que la Pologne devait obtenir cinq régions occidentales (Lviv, Volhynie, Ivano-Frankivsk, Ternopil et Rivne), la Roumanie la région de Èernivci et la Hongrie la région de Transcarpathie, réduisant ainsi le territoire de l'Ukraine à moins de la moitié de ce qu'il était après l'effondrement de l'URSS (3). Bien sûr, Cette loufoquerie n'a pas été suivie puisque les trois pays apparten-

ent à l'OTAN et que ce document, qui devait évidemment rester secret, a été révélé. Mais même à cette époque, la Russie avait déjà déplacé jusqu'à 100.000 soldats aux frontières de l'Ukraine, prêts à envahir le pays... En 2014, les bases de la guerre russo-ukrainienne d'aujourd'hui étaient déjà posées.

Plus d'un mois après son début, le déroulement de la guerre actuelle montre comment, des prévisions erronées ont été faites des deux côtés. La Russie de Poutine a cru, selon toute vraisemblance, pouvoir mettre en œuvre une guerre éclair, qui parviendrait en quelques semaines à forcer Kiev à capituler face aux exigences de Moscou (reconnaître l'annexion de la Crimée et des républiques autonomes du Donbass, s'éloigner de l'OTAN comme l'avait fait la Finlande, et procéder à la «démilitari-

sation», c'est-à-dire pas d'armes lourdes et nucléaires). La Russie, par contre, ne s'attendait pas à la formation d'un bloc aussi rapide des pays européens et des États-Unis, grâce auxquels ont été appliquées de fortes sanctions économiques et financières qui la mettent en sérieuse difficulté, et dont les conséquences retomberont inexorablement sur les conditions d'existence des prolétaires russes. L'Ukraine de Zelensky pensait très probablement qu'elle pouvait également impliquer les pays européens et les États-Unis sur le plan militaire, en tirant parti de leur intérêt à contenir la Russie à l'intérieur des nouvelles frontières créées par la chute de l'URSS, même par la force. Il est certain que l'Union européenne est intéressée par l'intégration dans son espace d'un pays comme l'Ukraine (48 millions d'habitants sans compter les quelque 3 millions de Crimée et de Sébastopol), pour diverses raisons : pour le marché qu'il représente, pour son développement industriel (sidérurgie, chimie, nucléaire, haute technologie, etc.), et pour son développement agricole (elle est fortement exportatrice de céréales). De toute évidence aussi, les États-Unis pour qui elle représenterait un nouvel avant-poste de l'OTAN à partir duquel ils pourraient contrôler de plus près la flotte russe de la mer Noire basée à Sébastopol. La résistance non seulement de l'armée ukrainienne, mais aussi de sa propre population qui, de semaine en semaine, s'est transformée en milice partisane, a en partie surpris les stratèges russes qui, d'après ce qui ressort des rapports de divers journalistes, ont envoyé à la guerre des soldats très jeunes et inexpérimentés. Donc, de la chair à canon des deux côtés, dans quel but ? Dans le but de maintenir un pouvoir bourgeois à Kiev entièrement plié aux exigences impérialistes euro-américaines ou, au contraire, aux exigences impérialistes de Moscou, de type gouvernement Ianoukovitch.

Au cours de ces huit années, la guerre russo-ukrainienne de «faible intensité» avec ses 20.000 morts, est passée à une guerre de «haute intensité» bien plus meurtrière encore. La destruction des villes, le massacre systématique de la population et la fuite de 8 à 10 millions de personnes des villes et villages dévastés, dont la moitié a déjà rejoint les pays voisins, la Pologne, la Slovaquie, la Moldavie, la Roumanie et la Hongrie, tandis que l'autre moitié erre à l'intérieur du pays, d'une région à l'autre, à la recherche d'un endroit pour se nourrir et survivre, sont l'évidence dramatique de cette transformation guerrière. Mais, comme ce fut le cas lors des précédentes guerres en Syrie, en Irak, en Libye,

aux dévastations de la guerre suivra une situation d'incertitude permanente, de tensions jamais résolues, d'une «paix armée» qui sera le signe avant-coureur de nouveaux affrontements guerriers.

Les «négociations» n'apporteront pas de résultats définitifs, car les discordances inter-impérialistes ne se résorberont pas, sinon temporairement par des actes de force des deux côtés. Trop souvent dans l'histoire du développement capitaliste européen, un pays clé pour les équilibres (et les déséquilibres) entre les puissances européennes, comme il fut un temps la Pologne, et comme l'Ukraine ces dernières décennies, subit les conséquences de la guerre entre des puissances plus fortes : il est attaqué, démembré, recomposé, utilisé comme monnaie d'échange à des fins qui n'ont rien à voir avec les intérêts de la nation en question. D'autant plus que le nationalisme polonais, comme le nationalisme ukrainien, comme du reste tout nationalisme aujourd'hui, n'a de sens que pour tromper les masses prolétariennes, pour les faire plier aux seules exigences bourgeoises et capitalistes, pour détourner les prolétaires de tous pays de la lutte de classe vers la lutte pour la défense de la patrie, de l'économie nationale, pour la défense d'un système politique et économique qui repose exclusivement sur l'exploitation la plus effrénée de la force de travail prolétarienne, sur sa chair et son sang.

Du point de vue de leurs intérêts de classe, les prolétaires russes et ukrainiens, directement impliqués dans cette guerre, sont complètement désarmés. Continuellement trompés sur la capacité du système économique capitaliste à se remodeler pour répondre aux besoins des masses, et après avoir été trompés pendant des décennies sur un socialisme jamais réalisé et identique comme une goutte d'eau au capitalisme, ils sont entraînés dans la guerre comme des bêtes à l'abattoir, convaincus ou non, de part et d'autre du front, qu'ils doivent «défendre la patrie». Et les prolétaires européens et américains, bombardés par une propagande de guerre insistante contre Poutine, le méchant agresseur, le criminel, le terroriste du moment, sont également entraînés dans une opération d'unité nationale qui sert les pouvoirs bourgeois tant dans l'immédiat - pour la relance économique après la crise pandémique - que pour les guerres futures.

Les prolétaires de chaque pays, que l'on prépare à la guerre impérialiste, n'ont et n'auront qu'une seule issue : la voie de la révolution de classe, celle indiquée par le marxisme et empruntée par les prolétaires français avec la Commune de

Paris en 1871, par les prolétaires russes en 1905 et à nouveau, de façon beaucoup plus claire, en 1917, par les prolétaires allemands, hongrois, italiens, serbes pendant et immédiatement après la première guerre impérialiste mondiale, par les prolétaires chinois lors des soulèvements de Shanghai et de Canton en 1927 : Pendant une soixantaine d'années, le prolétariat européen, russe et chinois a secoué les chancelleries du monde entier avec un mouvement révolutionnaire visant non pas à des changements de gouvernement, non pas à établir des régimes démocratiques bourgeois, encore moins de faux socialismes, mais à la révolution de toute la société mondiale de haut en bas. Le but de la révolution prolétarienne est gigantesque, tout comme est gigantesque l'oppression bourgeoise de toute l'humanité.

Contre la guerre bourgeoise, contre la guerre impérialiste, le pacifisme a montré son échec total : d'une part parce que la force armée de la classe bourgeoise ne peut être arrêtée et vaincue que par la force armée de la classe prolétarienne, et d'autre part parce que dans le rapport avec la «défense de la patrie», tout mouvement pacifiste s'est alors transformé en guerrier-justicier, participant activement aux opérations bellicistes.

Lénine, dans le document mentionné ci-dessus (4), déclare clairement : **«Le pacifisme et la propagande abstraite de la paix sont une des formes de mystification de la classe ouvrière. En régime capitaliste, et surtout en phase impérialiste, les guerres sont inévitables»**. La propagande de paix, avant, pendant et après la guerre impérialiste, ne sème que des illusions, corrompt le prolétariat «en lui inculquant la confiance dans l'humanitarisme de la bourgeoisie et en faisant de lui un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des nations belligérantes». En effet, que se passe-t-il dans les réunions de la diplomatie russe et ukrainienne pendant que les deux nations belligérantes se bombardent mutuellement ? Ils apportent à la table des négociations le poids de leurs prolétaires respectifs massacrés, de leurs villes perdues et reconquises, et appellent à témoigner de leur «volonté de paix» tout en se faisant la guerre, et que l'un ou l'autre des médiateurs sorte victorieux de la guerre, ce n'est qu'un représentant des intérêts bourgeois. Des médiateurs, soit dit en passant, qui sont des représentants d'États massacreurs de peuples coloniaux et de prolétaires et qui se sont armés et s'arment jusqu'aux dents, précisément en prévision de guerres dans lesquelles ils sont ou seront directement impliqués. Les cas d'Israël,

(Suite en page 18)

Guerre russo-ukrainienne : Par les armes, l'impérialisme exaspère le nationalisme de chaque pays (2)

(Suite de la page 17)

massacreur de Palestiniens depuis 1948, de la Turquie, répresseur et massacreur de Kurdes depuis 1980, sont là pour prouver que les intérêts bourgeois et impérialistes ne font aucune différence entre les massacreurs d'hier et d'aujourd'hui : l'important est que les situations contingentes ne viennent pas contrarier les desseins des grandes puissances car, en fin de compte, ce sont elles qui définissent le nouvel ordre mondial. A moins que, avant, pendant ou immédiatement après la guerre impérialiste mondiale, ce soit la révolution prolétarienne qui brise les desseins des puissances impérialistes, comme ce fut le cas lors de la première guerre impérialiste mondiale. Pour les communistes révolutionnaires, c'est la seule perspective pour continuer à garder intacte la théorie marxiste et à lutter contre toutes les formes d'opportunisme et de collaborationnisme afin que le prolétariat reconquière le terrain de la lutte des classes, retrouve son parti de classe, sa direction révolutionnaire, donc la capacité de mener à bien la grande tâche historique d'écraser définitivement la société de la propriété privée, de l'appropriation privée de toutes les richesses produites par le travail humain, de la marchandisation de toute activité et de tout sentiment humain, de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour engager la société dans un développement incessant des forces productives en harmonie avec les lois de la nature.

C'est pourquoi le mot d'ordre qui, à l'époque de Lénine, est devenu le mot d'ordre de tous les prolétaires du monde : *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile*, devra redevenir le mot d'ordre de demain. **Prolétaires de tous les pays unissez-vous**, ne doit plus être une phrase écrite sur des drapeaux pacifistes ou faussement communistes que l'on agite pour tromper les prolétaires, mais doit être l'appel aux armes, l'appel des prolétaires du monde entier à la lutte révolutionnaire, pour établir la dictature de la classe prolétarienne, seul moyen de vaincre définitivement la contre-révolution bourgeoise et de conduire la société mondiale au socialisme.

Aujourd'hui, cette perspective apparaît comme fantaisiste, déconnectée de la réalité, si ce n'est comme une défaite de l'histoire décrétée par l'effondrement de l'URSS et la fin du «communisme». C'est ce que prétend la propa-

gande des sophistes bourgeois et des traîtres à la cause prolétarienne. Mais la bourgeoisie sait, parce qu'elle aussi a tiré les leçons des révolutions prolétariennes du passé, que son véritable ennemi historique, l'ennemi le plus dangereux de tous, est le prolétariat à condition qu'il renaisse en tant que *classe pour soi*, en dépassant complètement la condition de *classe pour le capital*. La classe prolétarienne n'est pas un ennemi mort et enterré, car le capitalisme ne vit qu'à condition d'exploiter la force du travail salarié, et le développement du capitalisme est en même temps le développement des masses prolétariennes. Aussi vaincue qu'elle soit, pliée aux exigences du capital, détournée de ses véritables intérêts de classe, aussi effacée que soit sa «mémoire récente», qui d'un point de vue historique peut avoir cent ou deux cents ans, ce sont les contradictions mêmes du capitalisme qui redonneront au prolétariat sa mémoire de classe, une mémoire passée qui dans la dialectique du développement social humain ne meurt jamais, la mémoire de

son cours historique déterminé par les conditions matérielles qui l'ont fait naître, se développer en tant que classe salariale et lutter pour dépasser toute société divisée en classes, pour enfouir toute classe sociale dans ce qu'Engels appelait la préhistoire de la société humaine (formée précisément de sociétés divisées en classes), pour finalement ouvrir son histoire.

(«il comunista» ; n° 172 ; mars 2022)

(3) Cf. «La proposition de la Russie à la Pologne : «Partageons ensemble l'Ukraine» », l'Unità, 24 mars 2014 ; également dans «La Russie propose la partition de l'Ukraine à la Pologne, la Roumanie et la Hongrie», 24 mars 2014, Wikinotizie ; nouvelles données par la chaîne de télévision polonaise TVP, également le 24 mars, annonçant un document envoyé par le vice-président de la Douma russe Jirinovski complet avec une carte : Mapa uwzględniająca propozycję Żyrinowskiego (TVP), <https://pbs.twimg.com/media/BjeTDjfCUAANRFX.jpg:large>.

(4) Cf. «La conférence des sections à l'étranger du parti ouvrier social-démocrate russe», op. cit.

Amadeo Bordiga Socialisme et « défense nationale » (Avanti !, 21/11/1914)

Parmi les belles formules dogmatiques toutes faites avec lesquelles voudraient nous serrer le cou comme un joug ceux qui, heureusement pour eux et la société, vivent depuis longtemps ou depuis peu en dehors de nos rangs, la « défense nationale » occupe la première place.

Ce joug est accepté sans discussion par beaucoup parmi nous : il est établi que ces socialistes, en tant qu'individus et parti, se solidarisent complètement avec la bourgeoisie nationale dans la défense du sol de la patrie quand celui-ci est menacé par un envahisseur.

A la consolation de beaucoup nous avons là une exception désormais solidement enfoncée dans notre... horripilante neutralité à tout prix. Eh bien ! Discutons un peu plus à fond cette question en en dépassant l'aspect schématique et superficiel, en la passant au crible du doute et de la critique que nous adopterons pour une fois, contre la **Vérité** qui a déjà reçu l'approbation officielle... de la grande coalition antisocialiste...

Comme un religieux face à un blas-

phème, les bourgeois, les nationalistes, les démocrates bellicistes sentent se dresser les cheveux sur la tête lorsqu'est mise en cause la **sainteté** d'une « guerre de défense ». Parce que l'opinion communément acceptée est justifiée, à la bonne vieille manière des curés, avec la citation d'un quelconque dicton latin ou l'utilisation d'un exemple ne tenant pas debout – *vim vi repellere licet*, autrement dit, si je suis attaqué par un bandit, je recours à la violence pour me défendre.

Cette manière de résoudre la question – bien peu digne des cerveaux qui ont découvert et diagnostiqué notre déficience collective et notre idiotie – néglige les facteurs dont il faut tenir compte si l'on veut éviter les stéréotypes mentaux du dogmatisme le plus grossier.

En vérité il y a quelques mois l'ex-directeur de l'« Avanti ! », après avoir fait de la question dont nous nous occupons la pierre angulaire séparant les socialistes des anarchistes (? !), l'exposait du point de vue prolétarien à peu près de la manière suivante : bien que

les travailleurs, ne possédant rien, n'ont rien à perdre, ils sont cependant en réalité les principales victimes d'une invasion étrangère, ne pouvant pas fuir devant l'armée ennemie comme peuvent le faire ceux qui disposent de moyens financiers. Les ouvriers sont donc les premiers exposés aux représailles, aux atrocités, à la répression de l'ennemi et le parti socialiste ne peut pas se désintéresser de ce fait ; il a dans cette situation le devoir de participer de toutes ses forces à la guerre contre l'envahisseur en renonçant à son opposition politique de principe à l'État bourgeois.

D'un point de vue plus général on pourrait dire que le prolétariat a intérêt à ce que l'intégrité territoriale de la nation soit maintenue pour éviter qu'à sa sujétion de classe ne s'ajoute une oppression étrangère. Face à un danger qui menace le degré de liberté politique et le bien être économique déjà atteint, les travailleurs devraient faire cause commune avec la bourgeoisie, mettant entre parenthèses la lutte de classe jusqu'à ce que les frontières soient garanties...

Il est vrai que la menace d'une invasion entraîne une coïncidence d'intérêts entre toutes les classes sociales d'un État, et que le triomphe de l'ennemi constitue un dommage matériel et politique pour le prolétariat. Mais, à cause du militarisme présent dans tous les pays et qui augmente continuellement partout, une telle menace pèse en permanence en temps de paix sur tous les prolétaires, et devient réalité dès la rupture des relations diplomatiques entre deux ou plusieurs gouvernements bourgeois au détriment des classes travailleuses de tous les pays qui entrent en guerre.

Dans ce moment critique et fiévreux, le Parti Socialiste devrait étudier si sont ou non réunies les impératifs de la défense nationale afin de décider si sa position doit être un accord complet avec les autres partis politiques et le gouvernement ou une opposition ouverte – qui peut prendre des formes les plus diverses, depuis un vote platonique jusqu'à la proclamation de l'insurrection ouvrière. Une telle étude est rendue impossible avant tout par le fait que dans les États modernes la politique extérieure est le strict monopole des cercles dirigeants, et que toute l'action diplomatique est tenue secrète et est même soustraite au contrôle parlementaire. Comment donc établir à quel gouvernement bourgeois revient la responsabilité de la guerre, tous les gouvernements déclarant y avoir été entraînés de force alors qu'ils travaillaient à assurer la paix, et dans un moment où il y a urgence à décider quelle doit être son action ?

Mais ce n'est pas le point central de

la question. Même si l'on peut clairement indiquer quel est l'État qui a provoqué la guerre on n'a pas pour autant établi une différence substantielle entre les conditions des différents pays du point de vue des risques et du danger d'invasion des régions frontalières. Alors que la mobilisation des armées adverses se réalise avec à peine quelques heures de différence, alors qu'on ignore quels États vont faire cause commune avec l'agresseur ou avec l'agressé, toutes les nations intéressées se trouvent exposées au danger d'invasion, courent le risque d'une future oppression, toutes les patries sont en danger et, en dernière analyse, les impératifs de la défense nationale sont réunis pour toutes. Quand, en 1859, la France et le Piémont déclarèrent la guerre à l'Autriche, la province de Novara fut immédiatement envahie par l'armée autrichienne. En 1870 l'État français, qui se proposait d'écraser la Prusse, se retrouva très rapidement dans les conditions d'une désastreuse défensive. Il est évident que, dans les guerres entre États **frontaliers**, le plus ou moins grand danger que courent les différents pays ne dépend pas de l'origine de la guerre mais de la plus ou moins grande efficacité militaire ou de la fortune des armes. Et ceci en particulier parce que toutes les armées ont en permanence des projets de mobilisation et des plans stratégiques, offensifs ou défensifs, à suivre contre les éventuels ennemis.

Ce n'est que dans les guerres coloniales que ceux qui tiennent à faire certaines distinctions juridiques dans l'emploi de la violence peuvent établir avec certitude, en fait et en droit, l'existence et la provenance d'une agression. Mais, bizarrement, ce sont précisément les guerres coloniales qui rencontrent l'adhésion des démocrates partisans du droit des nationalités. Parce qu'alors ceux-ci sortent d'une autre case de leurs cerveaux ultra-évolués un nouvel argument : celui de la diffusion de la civilisation démocratique !

Revenant à notre sujet, notons qu'au début de la guerre, en admettant la responsabilité d'un des États face à l'« Histoire » ou au « Droit » – ce qui sera toujours, pour nous, marxistes, une abstraction creuse et inutile –, et faisant découler de la différence de responsabilité des bourgeoisies, une différence de devoir des prolétaires socialistes selon qu'ils appartiennent à l'état agresseur ou à l'état agressé, nous n'aurions fait que faire retomber sur le prolétariat et le parti socialiste de l'État qui a voulu la guerre, les conséquences de la politique néfaste de ses classes dirigeantes, en les obligeant à mener une action contre la guerre pendant que le prolétariat

de l'autre État serait **autorisé** à marcher dans les rangs de l'armée étatique, aux ordres d'un ministre de la guerre socialiste, en dépassant éventuellement, dans un élan héroïque, les frontières menacées...

Ce sont les conséquences auxquelles nous conduit logiquement l'absurde concept de la légitimité socialiste de la guerre de défense. Passant de la théorie à la pratique, cette limitation de l'activité antimilitariste du prolétariat a conduit à la faillite de l'Internationale prolétarienne face à la guerre en Europe. Disons entre parenthèses qu'en parlant de l'action du Parti Socialiste contre la guerre, nous nous contentons de nous référer à la volonté minimum de maintien de l'opposition politique de classe contre l'Etat y compris en temps de guerre, les actions ultérieures dépendant des possibilités contingentes du moment.

La méthode idéale est celle de la simultanéité de l'action antimilitariste. Mais c'est précisément cette simultanéité qui est brisée par l'exception pernicieuse et spécieuse de la « défense nationale » invoquée, à tort ou à raison mais toujours de façon équivoque, par les partis socialistes qui sont sur le moment partisans de la guerre. D'autre part, il est absurde de supposer que l'opposition politique ou révolutionnaire menée par les divers partis socialistes en fonction de leurs forces ou de leur préparation, n'entraîne pas une modification des chances de succès militaire des belligérants. Et puisque les chances de victoire d'un État, qu'il soit agresseur ou agressé, dépendent de sa puissance

(Suite en page 20)

Information aux lecteurs et sympathisants

Ces deux dernières années, des incidents divers, interruptions totales ou saccadées, ont souvent perturbé le bon fonctionnement de notre site, www.pcint.org, et ainsi la continuité de notre travail de parti à l'extérieur a pu parfois en souffrir. Ces incidents n'avaient aucune cause, de près ou de loin, avec des problèmes organisationnels voire politiques de notre parti. La raison en était purement externe et technique, totalement indépendante de notre volonté, de notre responsabilité ou de la qualité technique propre de notre site.

Aujourd'hui, ces problèmes sont résolus et nous espérons assurément ne plus avoir à redouter dans le futur de tels dysfonctionnements.

Amadeo Bordiga

Socialisme et « défense nationale »

(*Avanti !*, 21/11/1914)

(Suite de la page 19)

militaire et du développement plus ou moins grand des tendances socialistes au sein du prolétariat, il est certain qu'en menant une action énergique contre la bourgeoisie de sa propre nation, indépendamment de la responsabilité politico-diplomatique de celle-ci, le Parti Socialiste augmente les probabilités de défaite militaire, d'invasion ennemie, d'oppression politique future.

Le Parti Socialiste se trouve donc dans tous les cas face à un choix : ou sacrifier sa propre physionomie et en grande partie son propre avenir sur l'autel de la patrie, ou affaiblir, en suivant sans aucune hésitation son activité spécifique, la nation à laquelle il appartient.

Face à cette responsabilité, dont la gravité ne dépend pas du fameux concept de guerre défensive ou offensive, le socialisme ne devrait jamais hésiter, afin de ne pas se renier lui-même.

Mais selon la théorie déjà citée de Mussolini, développée à une époque couramment considérée comme non suspecte, et selon d'autres considérations tout à fait justes, cette trahison du Parti Socialiste face à l'ennemi a comme conséquences un sanglant sacrifice prolétarien. C'est cette manière équivoque de poser le problème qui trompe de nombreux socialistes.

Tout d'abord nous ne savons pas comment la situation de guerre créée par la bourgeoisie pourrait ne pas avoir comme conséquences un sanglant sacrifice prolétarien, et nous ne croyons pas que les larmes des mères des soldats tués seront moins amères à la pensée qu'ils sont tombés en envahissant des terres étrangères. Toute action socialiste a comme conséquence des souffrances prolétariennes. Notre programme est un programme de négation qui ne cherche pas à rendre justes et utiles les institutions actuelles mais à en briser les atroces contradictions sous le choc de la marée révolutionnaire. Le prolétariat épargnera le sang de ses fils au prix de son propre sang. Le socialisme ne peut trouver d'autres voies pour dépasser les iniquités et les infamies du monde capitaliste. L'histoire contemporaine des revendications syndicales, qui se développe par la méthode de la grève, dans laquelle les ouvriers se condamnent à la faim et à la misère pour arracher une relative augmentation du bien être, semblera t'elle absurde aux hommes de l'ave-

nir ? Ces contradictions proviennent du cœur du régime que nous combattons et se reflètent nécessairement sur toute notre bataille, qui restera dans l'histoire comme un héroïque mais triste martyr dans lequel les mouvements en conflit avec les intérêts de la classe dominante se résolvent toujours dans le massacre des opprimés, des grévistes, des sbires, des prolétaires transformés en soldats sous la bannière de l'une ou de l'autre bourgeoisie.

Le dilemme, le choix de la voie à suivre, face auquel se trouve le Parti Socialiste, est le même que celui du shakespeareien « être ou ne pas être ».

En aucun cas le socialisme ne peut, sans se renier lui-même, se résigner à la concorde nationale. Celle-ci est partagée et exaltée par tous les autres partis tant que la patrie est en danger, même si c'est par la faute ou la volonté du gouvernement. Nous ne pouvons pas partager cette concorde, même si la cause de l'horrible phénomène de la guerre est la volonté des gouvernements ennemis, peut-être avec la complicité de leurs populations aveuglées.

Le sacrifice fait par les autres partis est totalement différent de celui qu'ils nous demandent. Les autres ont dans la concorde nationale et la paix sociale la finalité de leur idéologie hypocrite, qui masque les tendances inavouables des minorités dominantes à conserver le monopole de l'oppression. Nous sommes au contraire le parti de la discorde civile ouverte, de la lutte proclamée entre les classes, et emmener le socialisme en dehors de cette voie sous des prétextes empruntés à l'adversaire signifie le tuer.

Nous soutenons que ceux qui courent après un possible point de rencontre entre socialisme et problèmes nationaux, en seront réduits à constater que la seule manière de comprendre la mission historique des nationalités constituées en organismes étatiques est le **nationalisme** pour lequel il y a une seule nation, toujours la même, qui a toujours raison. Et qu'elle a d'autant plus raison que sa force armée est plus forte et que la discorde intérieure entre les classes est plus faible.

On peut en tout cas conclure avec certitude que la solution la moins heureuse, la moins marxiste, la moins socialiste du problème des rapports entre socialisme et nationalité est celle qui s'exprime vulgairement par la phrase toute faite de la « défense nationale ».

**Soutenez la presse internationale du parti !
Souscrivez !**

- « **le prolétaire** » Journal bimestriel
- « **Programme communiste** » : Revue théorique en français
- « **il comunista** » : Journal bimestriel en italien
- « **el proletario** » : Journal en espagnol
- « **el programa comunista** » : Revue théorique en espagnol
- « **Suplemento Venezuela** » al « programa comunista »
- « **Proletarian** » : Supplément en anglais au « prolétaire »
- « **Communist Program** » : Revue théorique en anglais.

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

Points de contact:
Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Première liste 2023

Paris: 300,00 / Valence, pour le Parti: 700,00 / Victor: 30,00
Total liste: 1030,00

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Abonnement au « prolétaire »: 7,5 € / 15 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 30 FS / £ 15.

« **programme communiste** » (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 64 FS / £ 24 / Amérique latine: US \$ 12 / USA et Cdn: US \$ 32.

« **il comunista** », le numéro: 2 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 10 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien:** 20 € / 50 FS / £ 12.

« **el programa comunista** », le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / América latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / América latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6.

Versements: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus / Les prix sont indiqués pour la vente au numéro. Pour les envois postaux, veuillez nous contacter. **Imprimé par nos soins.**